

Décembre
2016

MINISTRE DU BUDGET ET DU
PORTEFEUILLE DE L'ETAT

MINISTRE DE L'ECONOMIE ET
DES FINANCES

REPUBLIQUE DE CÔTE D'IVOIRE

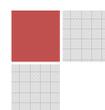


UNION - DISCIPLINE - TRAVAIL



**COMMUNICATION EN CONSEIL DES MINISTRES RELATIVE
A L'EXECUTION DU BUDGET A FIN DECEMBRE 2016**

EXECUTION DU BUDGET



SOMMAIRE

INTRODUCTION	3
I- REALISATION DES RESSOURCES	4
1.1 Ressources budgétaires	5
1.1.1 Ressources intérieures	5
1.1.2 Ressources extérieures	8
1.2 Ressources de trésorerie	9
II-EXECUTION DES DEPENSES	10
2.1 Analyse de l'exécution des dépenses par type	10
2.1.1 Dépenses budgétaires	11
2.1.2 Dépenses de trésorerie	15
2.2 Analyse des dépenses d'investissement au regard de la capacité d'absorption des services	16
2.3 Analyse des dépenses par grande fonction	17
2.4 Etat d'exécution des dépenses pro-pauvres	19
III- ANALYSE DES PAIEMENTS EFFECTUES	20
IV- EVOLUTION DES INDICATEURS BUDGETAIRES DU PROGRAMME ECONOMIQUE ET FINANCIER	20
4.1 Plancher sur les dépenses pro-pauvres	21
4.2 Plancher sur les recettes fiscales	21
CONCLUSION	22

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Situation de réalisation des ressources budgétaires de l'Etat à fin décembre 2016	4
Tableau 2 : Situation des dépenses budgétaires par type à fin décembre 2016	10
Tableau 3 : Situation d'exécution des dépenses d'investissement (hors dépenses post crise) par Ministère et Institution à fin décembre 2016	16
Tableau 4 : Etat d'exécution des dépenses globales par grande fonction à fin décembre 2016	17
Tableau 5 : Etat d'exécution des dépenses pro-pauvres à fin décembre 2016	19
Tableau 6 : Etat des paiements effectués par les comptables par nature de dépenses à fin décembre 2016	20
Tableau 7 : Evolution des indicateurs budgétaires du programme économique et financier à fin décembre 2016.....	20

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1 : Etat de mobilisation des ressources à fin décembre 2016.....	5
Graphique 2 : Etat d'exécution des dépenses à fin décembre 2016	11
Graphique 3 : Exécution des dépenses du budget de l'Etat par grande fonction à fin décembre 2016	17
Graphique 4 : Dépenses d'investissement par grande fonction à fin décembre 2016.....	18

LISTES DES ANNEXES

Annexe 1 : Cadrage de l'exécution budgétaire à fin décembre 2016	23
Annexe 2 : Evolution des recettes fiscales budgétaires à fin décembre 2016.....	24
Annexe 3 : Situation des dépenses par secteur et par fonction à fin décembre 2016.....	25
Annexe 4 : Etat détaillé des dépenses par secteur et par fonction à fin décembre 2016	26
Annexe 5 : Situation des dépenses par Ministère et Institution à fin décembre 2016	28
Annexe 6 : Situation d'exécution des dépenses sociales à fin décembre 2016	29
Annexe 7 : Etat d'exécution des dépenses pro pauvres à fin décembre 2016	30
Annexe 8 : Gestion des délais de traitement des dossiers dans le SIGFiP à fin décembre 2016.	31

INTRODUCTION

L'exécution budgétaire à fin décembre 2016 s'est déroulée dans un environnement socio-politique et économique favorable.

Au plan socio-politique, l'avènement de la troisième république consacrée par l'adoption d'une nouvelle constitution et la mise en place de la première législature dans un climat de paix et de sécurité, témoignent d'une avancée démocratique et fait entrer notre pays dans une nouvelle ère de modernité.

Au niveau économique, la signature avec le Fonds Monétaire International (FMI) d'un nouveau programme économique et financier triennal soutenu par la Facilité Elargie de Crédit et le Mécanisme Elargi de Crédit (FEC et MEDC), traduit la bonne tenue des agrégats macroéconomiques et budgétaires.

Au plan budgétaire, l'évolution de la conjoncture économique et financière et la nécessité de refléter dans le budget les engagements nouveaux de l'Etat ont conduit le Gouvernement à la prise d'un collectif budgétaire, adopté par l'Assemblée Nationale le 8 décembre 2016. Ces ajustements ont porté le niveau du budget de 5 813,3 milliards à **6 165,8 milliards**.

La présente Communication en Conseil des Ministres fait le point de l'exécution du budget à la fin du quatrième trimestre 2016, à travers l'analyse du recouvrement des ressources et de l'exécution des dépenses.

I- REALISATION DES RESSOURCES

Les ressources mobilisées à fin décembre 2016 s'élèvent à **5 398,1 milliards** pour une prévision de **5 573,3 milliards**, soit un taux de réalisation de 96,9%. Ces réalisations comprennent 5 282,3 milliards de ressources budgétaires (97,9% des recettes totales) et 115,8 milliards de ressources de trésorerie.

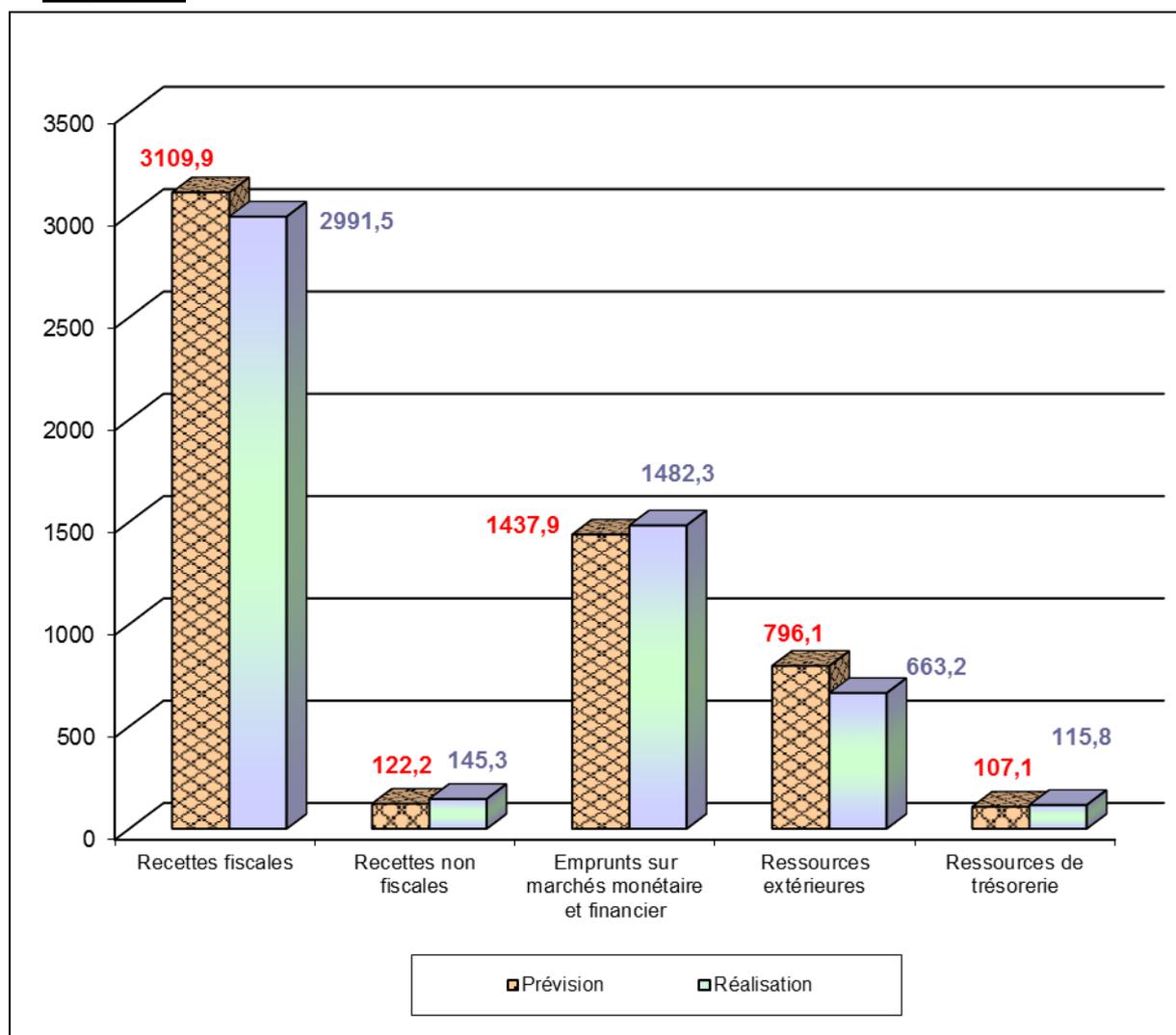
Tableau 1 : Réalisation des ressources budgétaires de l'Etat à fin décembre 2016

(En milliards de francs CFA)

Nature des ressources	Fin décembre 2015			Fin décembre 2016		
	Objectif	Réalisation	Taux réalisation	Objectif	Réalisation	Taux réalisation
Ressources budgétaires	5 194,5	5 178,1	99,7%	5 466,1	5 282,3	96,6%
Ressources intérieures	4 238,8	4 368,3	103,1%	4 670,0	4 619,1	98,9%
Recettes fiscales	2 763,2	2 764,7	100,1%	3 109,9	2 991,5	96,2%
Recettes non fiscales	251,6	335,7	133,4%	122,2	145,3	118,9%
Emissions titres publics	1 224,1	1 267,9	103,6%	1 437,9	1 482,3	103,1%
Ressources extérieures	955,7	809,8	84,7%	796,1	663,2	83,3%
Appuis budgétaires	333,6	347,5	104,2%	293,1	295,3	100,8%
<i>dont FMI</i>	104,0	105,1	101,1%	57,0	58,4	102,5%
<i>AFD (C2D)</i>	147,6	147,6	100,0%	147,6	147,6	100,0%
Financement extérieur	622,1	462,3	74,3%	503,1	367,9	73,1%
<i>Dons-projets</i>	217,2	128,6	59,2%	105,6	105,9	100,3%
<i>Emprunts-projets</i>	404,9	327,7	80,9%	397,5	261,9	65,9%
<i>Dons-programmes</i>	0,0	6,0		0,0	0,0	
Ressources de trésorerie	83,8	108,3	129,3%	107,1	115,8	108,1%
Recettes de TVA affectées au remboursement de crédits de TVA	70,6	92,9	131,7%	90,6	96,9	106,9%
TVA secteur électricité	13,2	15,4	116,5%	16,5	18,9	114,6%
Total Ressources	5 278,3	5 286,4	100,2%	5 573,3	5 398,1	96,9%

Sources : DGBF-DGI-DGD-DGTCP-DGE

Graphique 1 : Etat de mobilisation des ressources à fin décembre 2016



Sources : DGBF-DGI-DGD-DGTCP-DGE

1.1 Ressources budgétaires

Les **ressources budgétaires** ont été recouvrées à hauteur de **5 282,3 milliards** pour une prévision de 5 466,1 milliards, soit un taux de réalisation de 96,6%. Ces réalisations sont constituées à 87,4% de ressources intérieures et 12,6% de ressources extérieures.

1.1.1 Ressources intérieures

Les ressources intérieures sont composées des recettes fiscales et non fiscales ainsi que des emprunts sur les marchés monétaire et financier. Elles ont été mobilisées à hauteur de **4 619,1 milliards** contre un objectif de 4 670 milliards soit un taux de mobilisation de 98,9%.

➤ Recettes fiscales

Les **recettes fiscales** représentent 64,8% des ressources intérieures. Elles ont été recouvrées à hauteur de **2 991,5 milliards** contre un objectif de 3 109,9 milliards, soit un taux de réalisation de 96,2%.

Ce niveau de réalisation est principalement lié à la contreperformance enregistrée dans le recouvrement de certaines taxes, notamment les taxes à l'exportation (DUS), les taxes à l'importation (produits pétroliers et marchandises générales), la taxe sur la valeur ajoutée intérieure, les taxes sur les boissons et tabacs, l'impôt BIC hors pétrole, les taxes sur les télécommunications, l'impôt sur le revenu des capitaux mobiliers ainsi que les droits d'enregistrement café-cacao.

Les taxes à l'exportation (DUS) ont été recouvrées à hauteur de 392,3 milliards contre un objectif de 421,1 milliards, dégageant un écart négatif de 28,8 milliards en lien avec un volume de cacao à l'exportation plus faible que prévu (1 515 554 tonnes réalisées contre 1 691 250 tonnes attendues).

Les taxes à l'importation sur les produits pétroliers s'élèvent à 343,3 milliards pour un objectif de 367,1 milliards, soit un écart négatif de 23,8 milliards en rapport avec un niveau de taxation moins favorable par rapport aux projections (super carburant : 182,3 francs/litre pour un objectif de 223,6 francs/litre et gasoil : 220,6 francs/litre pour un objectif de 228,5 francs/litre) et par un volume de gasoil mis à la consommation inférieur de 42,43 millions de litres par rapport aux prévisions.

Les taxes à l'importation sur les marchandises générales se sont établies à 738,5 milliards, affichant ainsi une contreperformance de 20,4 milliards essentiellement liée à un niveau plus faible que prévu des prix moyens des mises à la consommation (-11%) par rapport aux projections.

La taxe sur la valeur ajoutée (TVA) intérieure a été mobilisée à hauteur de 304,2 milliards pour une prévision de 321 milliards. Elle enregistre un écart négatif de 16,9 milliards qui s'explique notamment par :

- la révision de la facturation et la prorogation des délais de paiement des factures d'électricité avec pour conséquence un manque à gagner sur la collecte de la TVA (estimé à 2 milliards entre mai et septembre 2016) ;
- une baisse de la contribution fiscale de certains secteurs tels que les télécommunications (6,4 milliards) du fait notamment des déductions d'impôts payés antérieurement ;
- un niveau de remboursements des crédits de TVA plus élevé que prévu (+2,1 milliards au titre de la DGI).

Les taxes sur les boissons et tabacs ont été recouvrées à hauteur de 29,8 milliards contre une projection de 38,5 milliards. La contreperformance de 8,7 milliards se justifie principalement par des mesures prises par les entreprises de réorganisation des activités entre production et commercialisation ainsi que de délocalisation de certaines activités.

Le recouvrement des **droits d'enregistrement café-cacao** se situe à 128,5 milliards avec un écart négatif de 11 milliards par rapport aux objectifs de 139,5 milliards, en lien avec une quantité plus faible qu'attendue (-8%) de cacao soumise à la formalité de l'enregistrement.

L'impôt BIC hors pétrole et gaz a été recouvré à hauteur de 259,4 milliards contre une prévision de 267 milliards, soit un écart négatif de 7,6 milliards dû notamment aux facteurs suivants :

- le paiement de 125 milliards au titre de la licence 4G en 2015 a impacté les recouvrements de l'impôt BIC en 2016 du fait de la déductibilité de ce montant des résultats imposables ;
- l'importation massive de ciment en réponse à la pénurie de 2015 a entraîné une augmentation des charges des entreprises et a eu un effet négatif sur les résultats des cimenteries. Il en résulte une baisse de leur contribution à l'impôt BIC (3,8 milliards d'impôt BIC payés en 2016 contre 5,2 milliards en 2015).

La taxe sur les télécommunications se chiffre à 53 milliards contre un objectif de 59,8 milliards, soit une contreperformance de 6,8 milliards.

L'impôt sur le revenu des capitaux mobiliers s'élève à 79,9 milliards contre 85,8 milliards prévus, soit un gap de 5,8 milliards essentiellement lié à l'IRVM (5,9 milliards) du fait d'un niveau de distribution de dividendes moins important que prévu .

➤ **Recettes non fiscales**

Les **recettes non fiscales** ont été recouvrées à hauteur de 145,3 milliards contre 122,2 milliards prévus, soit un écart positif de 23 milliards.

Ce niveau de réalisation comprend :

- ✓ les produits de privatisation et vente d'actifs : 27 milliards contre 34,3 milliards attendus ;
- ✓ les versements des entreprises : 1 milliard contre une prévision de 0,7 milliard.
- ✓ les revenus du domaine : 36,8 milliards contre 37,3 milliards prévus ;
- ✓ le Fonds d'Investissement en Milieu Rural (FIMR) : 13,6 milliards pour une prévision de 13,9 milliards ;
- ✓ les dividendes: 10,5 milliards contre 3,3 milliards prévus. Ces réalisations comprennent le recouvrement des dividendes de la CIT (2,1 milliards), de la CIPREL (1,2 milliard), de la Mine d'or de Tongon (1,1 milliard), de la Compagnie Ivoirienne d'Electricité (1,1 milliard), du Groupe Attijariwafa Bank (1,3 milliard), de NSIA Banque (0,8 milliard), de WEBB FONTAINE (0,8 milliard), de AGO (0,5 milliard) ;
- ✓ les recettes des services : 36,6 milliards contre 18,5 milliards prévus, intégrant 15,0 milliards de commissions sur transferts ;
- ✓ les bonus de signature : 5,5 milliards non initialement attendus.

➤ **Emissions de titres d'Etat**

Les **interventions de l'Etat sur les marchés monétaire et financier** ont permis de mobiliser **1 482,3 milliards** contre 1 437,9 milliards prévus. Ce niveau de réalisation comprend 310,8 milliards de bons du Trésor, 427,2 milliards d'emprunts obligataires et

744,3 milliards d'obligations du Trésor comprenant 295 milliards au titre du SUKUK dont 135 milliards concernant l'opération de 2015.

1.1.2 Ressources extérieures

Les **ressources extérieures** ont été mobilisées à hauteur de 663,1 milliards pour un objectif de 796,1 milliards, soit un taux de réalisation de **83,3%**. Elles comprennent les tirages sur les emprunts-projets, les dons-projets et les appuis budgétaires.

Les tirages sur les **emprunts-projets** se sont établis à 261,9 milliards contre 397,5 milliards prévus, soit un taux d'exécution de **65,9%**. Ces tirages ont été recueillis principalement auprès des bailleurs suivants :

✓ **Eximbank Chine : 168,3 milliards** pour financer principalement :

- le projet d'extension et de modernisation du Port Autonome d'Abidjan (60 milliards) ;
- le projet de développement et de réhabilitation du réseau électrique en Côte d'Ivoire (60 milliards) ;
- le projet d'aménagement du barrage hydro-électrique de Soubré (36,7 milliards) ;
- le projet d'aménagement de l'autoroute Abidjan-Grand-Bassam (7,3 milliards).

✓ **Banque Islamique de Développement : 31,8 milliards** essentiellement au titre :

- de l'aménagement de la route Boundiali-Odiénné-Frontière Guinée (13,2 milliards) ;
- du Programme National de Développement Communautaire (6 milliards) ;
- de l'aménagement de la route Boundiali - Tengréla – Mali (4,7 milliards) ;
- de la construction du Centre de Formation Professionnelle d'Agriculture et de Pêche de Bouna (2,8 milliards).

✓ **Banque Mondiale : 24,5 milliards** mobilisés pour financer principalement :

- le programme de renforcement du système de santé et la prévention contre la maladie à virus Ebola (9,7 milliards) ;
- le projet de création d'emplois jeunes et de développement des compétences (6 milliards) ;
- le projet régional sur l'autonomisation des femmes et le dividende démographique au Sahel (4,3 milliards) ;
- le projet d'appui aux secteurs agricoles (3,5 milliards).

✓ **Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD) : 9,4 milliards** principalement au titre du :

- projet d'aménagement de l'axe Adzopé-Yakassé-Attobrou (4,4 milliards) ;
- projet d'aménagement hydro-agricole de Sangopari (2,1 milliards) ;
- projet d'aménagement de la route Tiébissou-Didiévi-Bocada (1,6 milliard).

Les **dons-projets** s'élèvent à 105,9 milliards contre 105,6 milliards prévus, soit un taux de réalisation de 100,3%. Ces financements ont été obtenus auprès des bailleurs de fonds ci-après :

- ✓ **Fonds Mondial de lutte contre le SIDA, la Tuberculose et le Paludisme (GLOBAL FUND, USA) : 35,8 milliards** dont 32,8 milliards au titre du financement de la lutte contre le Paludisme ;
- ✓ **Banque Mondiale (BM) : 24,2 milliards** pour soutenir principalement le projet de Facilitation du Commerce et du Transport sur le Corridor Abidjan-Lagos (8,7 milliards), le projet Filets sociaux productifs (3,9 milliards), le programme de renforcement du système de santé et la préparation à la Lutte contre Ebola (3,8 milliards), et le projet d'appui au secteur agricole (3 milliards), le Don de Gouvernance et de Développement Institutionnel (2,5 milliards), le Programme Régional pour l'Autonomisation des Femmes et le Dividende au Sahel (1,6 milliard) ;
- ✓ **Union Européenne (UE) : 15,1 milliards** dont 4,8 milliards pour la modernisation du système judiciaire et pénitentiaire, 3,7 milliards pour l'accompagnement du secteur banane et 2,3 milliards pour la construction du poste de contrôle juxtaposé de Noé, le projet d'appui à la redynamisation du secteur de la santé (1,9 milliard) et le projet hydraulique et assainissement pour le millénaire (1,1 milliard) ;
- ✓ **Fonds Africain de Développement (FAD) : 6,6 milliards** au titre du programme d'appui au renforcement de l'inclusion et de la cohésion sociale ;
- ✓ **Fonds International pour le Développement de l'Agriculture (FIDA) : 5,5 milliards** principalement au titre de l'appui à la production agricole et à la commercialisation (PROPACOM-Bouaké) à hauteur de 4,3 milliards ;
- ✓ **Banque Africaine de développement (BAD) : 3,6 milliards** au titre du projet d'appui aux infrastructures agricoles de l'Indénié-Djuablin ;
- ✓ **Fonds des Nations Unies : 3,5 milliards** pour la consolidation de la paix.
- ✓ **Kreditanstalt Für Wiederaufbau (KfW) : 2,9 milliards** pour le projet de planification familiale et de prévention du VIH SIDA - Phase IV ;
- ✓ **Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM) : 2,9 milliards** pour le financement du projet de gestion des pesticides en Côte d'Ivoire.

Par ailleurs, les **appuis budgétaires** attendus à 293,1 milliards ont été mobilisés à hauteur de 295 milliards. Ces appuis ont été obtenus auprès de l'Agence Française de Développement dans le cadre du Contrat de Désendettement et de Développement (147,6 milliards), de la Banque Mondiale (74,6 milliards), du Fonds Monétaire International (58,4 milliards) et de l'Union Européenne (14,4 milliards).

1.2 Ressources de trésorerie

En plus des ressources budgétaires recouvrées, 115,8 milliards ont été enregistrés au titre des recettes de trésorerie. Ces ressources intègrent :

- ✓ 96,9 milliards de ressources pour le remboursement des crédits de TVA ;
- ✓ 18,9 milliards de recettes de TVA affectées au secteur électricité.

II-EXECUTION DES DEPENSES

2.1 Analyse de l'exécution des dépenses par type

Le niveau d'exécution des dépenses à fin décembre 2016 s'élève à **5 484 milliards** pour un objectif de 5 633,4 milliards, soit un taux d'exécution de 97,3%.

Ces dépenses comprennent **5 369,6 milliards** de dépenses budgétaires (97,9% des dépenses totales) et **114,4 milliards** de dépenses de trésorerie (2,1%).

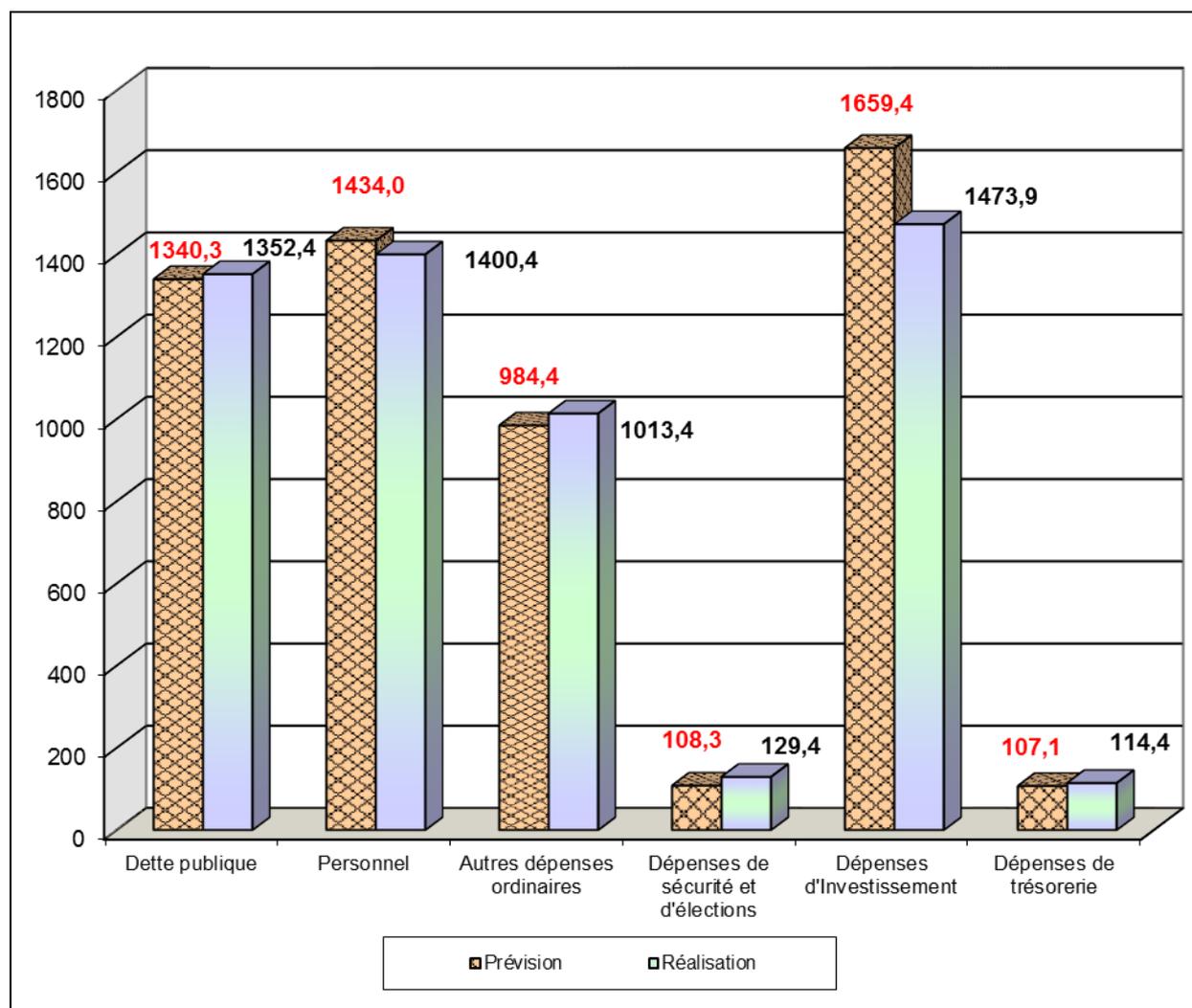
Tableau 2 : Situation des dépenses budgétaires par type à fin décembre 2016

(En milliards de francs CFA)

Nature des dépenses	Fin décembre 2015			Fin décembre 2016		
	Objectif du programme	Réalisation	Taux réalisation	Objectif du programme	Réalisation	Taux réalisation
Dépenses budgétaires	5 075,9	4 970,1	97,9%	5 526,3	5 369,6	97,2%
Dette publique	1 298,9	1 294,4	99,6%	1 340,3	1 352,4	100,9%
Dette intérieure	860,3	847,5	98,5%	860,5	868,2	100,9%
Dette extérieure	438,6	446,9	101,9%	479,8	484,2	100,9%
Dépenses ordinaires	2 296,0	2 305,2	100,4%	2 418,3	2 413,8	99,8%
Personnel	1 328,4	1 331,6	100,2%	1 434,0	1 400,4	97,7%
Abonnement	64,7	61,9	95,7%	81,4	80,7	99,2%
Subventions et transferts	396,8	406,8	102,5%	357,9	385,6	107,7%
Autres dépenses de fonctionnement	506,2	504,9	99,8%	545,1	547,1	100,4%
Dépenses de sécurité et d'élections	95,1	108,7	114,3%	108,3	129,4	119,5%
Dépenses financées sur ressources intérieures	83,4	102,7	123,2%	108,3	129,4	119,5%
Dépenses financées par les Bailleurs	11,7	6,0	51,3%	0,0	0,0	
Dépenses d'investissement	1 385,8	1 261,8	91,1%	1 659,4	1 473,9	88,8%
Investissements financés sur ressources intérieures	763,7	805,5	105,5%	1 156,3	1 106,1	95,7%
Investissements financés par emprunts et dons	622,1	456,3	73,3%	503,1	367,9	73,1%
Dépenses de trésorerie	83,8	107,5	128,4%	107,1	114,4	106,8%
Remboursement de crédits de TVA	70,6	92,9	131,7%	90,6	96,9	106,9%
Reversement de TVA au secteur électricité	13,2	14,6	110,5%	16,5	17,5	106,1%
TOTAL DEPENSES	5 159,7	5 077,6	98,4%	5 633,4	5 484,0	97,3%

Sources : DGBF-DGTCP

Graphique 2 : Etat d'exécution des dépenses à fin décembre 2016



Sources : DGBF-DGTCF

2.1.1 Dépenses budgétaires

Les dépenses budgétaires à fin décembre 2016 se chiffrent **5 369,6 milliards** pour une prévision de 5 526,3 milliards, soit un taux d'exécution de 97,2%.

➤ Service de la dette publique

Le service de la dette publique a été exécuté à hauteur de 1 352,4 milliards et se répartit entre la dette intérieure pour 868,2 milliards et la dette extérieure à hauteur de 484,2 milliards.

La dette intérieure a été exécutée à hauteur de 868,2 milliards et concerne principalement les remboursements au titre des bons du Trésor (182,5 milliards), des emprunts obligataires (338,7 milliards), des obligations du Trésor (210,2 milliards), de la dette BCEAO (39,8 milliards), de la dette SIR restructurée (15,4 milliards) ainsi que la dette titrisée de la NSIA BANQUE (10,1 milliards).

Quant au service de **la dette extérieure**, il a été exécuté à hauteur de 484,2 milliards et porte principalement sur les échéances des créanciers membres du Club de Paris (198,3 milliards), les intérêts des Eurobonds (179,9 milliards) et le remboursement d'autres créanciers notamment la Chine et l'Inde (24,3 milliards). Il inclut également les

échéances du FMI (34 milliards), de la BID (15,1 milliards), de l'UEMOA (5,7 milliards), de la BOAD (5,6 milliards) et de la Banque Mondiale (3,1 milliards).

➤ **Dépenses de personnel**

Les **charges de personnel** se situent à fin décembre 2016 à **1 400,4** milliards pour une prévision de 1 434 milliards, soit une sous-consommation de **33,6** milliards, qui s'explique essentiellement par le retard dans la transmission à la Solde des dossiers de premiers mandatements des 8 000 nouveaux instituteurs sortants des CAFOP.

Les dépenses de personnel exécutées comprennent :

- ✓ le salaire des fonctionnaires (979,5 milliards) ;
- ✓ la solde de la police (80,3 milliards) ;
- ✓ la solde des militaires (146,9 milliards) ;
- ✓ les subventions d'équilibre-personnel accordées aux EPN et autres organismes (115,5 milliards) ;
- ✓ le salaire du personnel des institutions (44,3 milliards) ;
- ✓ les subventions aux charges salariales des collectivités décentralisées (6,2 milliards) ;
- ✓ la rémunération du personnel local des ambassades, attachés de défense et autres dépenses de personnel (27,8 milliards).

➤ **Dépenses d'abonnement**

Les **dépenses d'abonnement** s'élèvent à **80,7 milliards** contre 81,4 milliards prévus et se décomposent en consommations d'électricité (59,4 milliards), de téléphone (12,7 milliards) et d'eau (8,7 milliards).

➤ **Subventions et transferts**

Les **subventions et transferts** s'élèvent à **385,6 milliards** contre 357,9 milliards programmés soit un dépassement de 27,7 milliards lié notamment à la subvention aux écoles privées (119,4 milliards contre 113,5 milliards), aux Etablissements Publics Nationaux (64,5 milliards contre 54,2 milliards prévus) et au secteur électricité (7,5 milliards contre 1 milliard).

Le niveau d'exécution comprend en outre :

- ✓ les bourses et kits scolaires (54,6 milliards)
- ✓ les transferts aux ambassades et représentations de la Côte d'Ivoire à l'étranger (36,5 milliards) ;
- ✓ les transferts aux collectivités et districts (19,9 milliards) ;
- ✓ l'indemnisation des victimes de la crise post-électorale (10 milliards) ;
- ✓ la subvention à la filière coton (6,8 milliards) ;
- ✓ le statut des Rois et Chefs Traditionnels (3,6 milliards) ;
- ✓ le financement des partis politiques (3 milliards).

➤ **Autres dépenses de fonctionnement**

Les **autres dépenses de fonctionnement** se sont établies à 547,1 milliards contre une prévision de 545,1 milliards. Elles comprennent les dépenses sociales ciblées (6,8 milliards), les dépenses effectuées dans le cadre de la fourniture de carburant à l'armée (12,5 milliards) ainsi que les charges de fonctionnement des services (527,8 milliards).

➤ **Dépenses de sécurité et d'élections**

Les dépenses de sécurité et élections ont été exécutées à hauteur de 129,4 milliards pour une prévision de 108,3 milliards. Ce niveau d'exécution intègre les dépenses liées aux élections (37,4 milliards) et les dépenses réalisées dans le cadre des activités du Conseil National de Sécurité (83,9 milliards) et de la Cellule de Coordination, de Suivi et de Réinsertion (ex-ADDR) pour 8,1 milliards.

➤ **Dépenses d'investissement**

Les **dépenses d'investissement** (hors dépenses de sécurité et élections) ont été exécutées à hauteur de 1 473,9 milliards contre un objectif de 1 659,4 milliards, soit un taux d'exécution de 88,8%. Ces dépenses ont été financées à 75% sur les ressources intérieures et à 25% par les ressources extérieures.

Au titre du **financement intérieur**, les dépenses exécutées s'établissent à 1 106,1 milliards, représentant **95,7%** de l'objectif fixé à 1 156,3 milliards.

La sous-consommation s'explique principalement par le faible niveau d'exécution du programme de relance agricole (36,8 milliards pour une prévision de 98 milliards), des projets du Contrat de Désendettement et de Développement (125,2 milliards contre 161,9 milliards prévus), et du projet de construction de classes primaires (97,7 milliards contre 116,6 milliards prévus).

Les dépenses d'investissement financées sur ressources intérieures concernent également le Fonds d'Entretien Routier (86,4 milliards contre 91,9 milliards prévus), les projets exécutés au titre des opérations résiduelles du Programme Présidentiel d'Urgence (132 milliards), la restructuration des banques (25 milliards), l'aménagement du barrage hydroélectrique de Soubré (10,6 milliards), le Fonds d'études (16,3 milliards) ainsi que la poursuite de la mise en place de la Couverture Maladie Universelle (11,3 milliards) .

Elles couvrent par ailleurs les projets de construction et de réhabilitation des universités (58,1 milliards), le projet de renaissance des infrastructures de Côte d'Ivoire (35,2 milliards), la prévention de la maladie à virus EBOLA (11,6 milliards), les projets financés par le Fonds d'Investissement en Milieu Rural (13,6 milliards), l'aménagement de la route Akoupé-Kotobi-Bongouanou (10,5 milliards) ainsi que l'appui aux projets des jeunes (7,2 milliards).

Ces réalisations intègrent, en outre, 41,9 milliards de souscription au capital d'organismes nationaux et internationaux notamment la BAD et AFREXIM-BANK.

Au titre du **financement extérieur**, l'exécution des dépenses s'est établie à hauteur de 367,9 milliards pour un objectif de 503,1 milliards, soit un taux d'exécution de 73,1%. Ces dépenses portent sur les emprunts-projets et les dons-projets.

Les **emprunts-projets** ont été exécutés à hauteur de 261,9 milliards contre 397,5 milliards prévus, soit une sous-exécution de 135,5 milliards liée au retard dans l'exécution d'importants projets tels que l'aménagement de l'autoroute Yamoussoukro-Bouaké, la mise en exploitation des champs captants de Bonoua, l'approvisionnement en eau potable des régions du Gôh et de la Marahoué, le programme d'aménagement de routes et de facilitation du transport au sein de l'Union du Fleuve Mano, le bitumage de l'axe Odienné – Gbeleban, la construction d'ouvrages métalliques, l'aménagement de la route Bouna-Doropo-Frontière Burkina et le bitumage de l'axe Agboville -Cechi.

Les dépenses au titre des emprunts-projets intègrent notamment :

- ✓ le projet d'extension et de modernisation du Port Autonome d'Abidjan (60 milliards) ;
- ✓ le projet de développement et de réhabilitation du réseau électrique en Côte d'Ivoire (60 milliards) ;
- ✓ l'aménagement du barrage hydro-électrique de Soubré (36,7 milliards) ;
- ✓ l'aménagement de la route Boundiali-Odienné-Frontière Guinée (13,2 milliards) ;
- ✓ le renforcement du système de santé et la préparation à la lutte contre Ebola (9,7 milliards);
- ✓ l'aménagement de l'autoroute Abidjan-Grand-Bassam (7,3 milliards) ;
- ✓ la réalisation des VRD pour logements sociaux (7,2 milliards) ;
- ✓ le Programme National de Développement Communautaire (6 milliards);
- ✓ le projet de création d'emplois jeunes et de développement des compétences (6 milliards) ;
- ✓ l'aménagement de la route Boundiali-Tingréla-Mali (4, 7 milliards) ;
- ✓ projet d'aménagement de l'axe Adzopé-Yakassé-Attobrou (4,4 milliards) ;
- ✓ le projet régional sur l'autonomisation des femmes et le dividende démographique au Sahel (4,3 milliards);
- ✓ le projet d'aménagement de la zone franche technologique de Grand-Bassam (4 milliards) ;
- ✓ le projet d'appui aux secteurs agricoles (3,5 milliards) ;
- ✓ la construction du Centre de Formation Professionnelle d'Agriculture et de Pêche de Bouna (2,8 milliards) ;
- ✓ la modernisation et l'extension de l'aérogare fret de l'aéroport d'Abidjan (2,8 milliards) ;
- ✓ le projet d'aménagement hydro-agricole des régions du fromager et du haut Sassandra (2,2 milliards) ;
- ✓ le projet d'amélioration des services de cardiologie de Bouaké (2,2 milliards) ;
- ✓ le projet d'aménagement hydro-agricole de Sangopari (2,1 milliards) ;
- ✓ le projet d'aménagement de la route Tiébissou-Didiévi-Bocada (1,6 milliard).

Le niveau d'exécution des **dons-projets** s'est établi à 105,9 milliards pour des prévisions de 105,6 milliards, soit 100,3% d'exécution. Ce niveau d'exécution intègre les dépenses au titre :

- ✓ du projet de lutte contre le paludisme (32,8 milliards);
- ✓ du projet Facilitation du Commerce et du Transport sur le Corridor Abidjan-Lagos (8,7 milliards);
- ✓ du programme d'appui au renforcement de l'inclusion et de la cohésion sociale (6,6 milliards);
- ✓ de l'appui à la réforme et la modernisation du système juridique et pénitentiaire (4,8 milliards) ;
- ✓ de l'appui à la production agricole et à la commercialisation-PROPACOM Bouaké (4,3 milliards) ;
- ✓ du projet Filets sociaux productifs (3,9 milliards) ;
- ✓ du renforcement du système de santé et de préparation à la lutte contre Ebola (3,8 milliards) ;
- ✓ de l'appui à l'accompagnement du secteur banane (3,7 milliards) ;
- ✓ du projet d'appui aux infrastructures agricoles de l'Indénié-Djuablin (3,6 milliards) ;
- ✓ du plan prioritaire du Fonds des Nations Unies pour la consolidation de la paix (3,5 milliards);
- ✓ du projet d'appui aux secteurs agricoles (3 milliards) ;
- ✓ du projet de planification familiale et de prévention du VIH SIDA - phase IV (2,9 milliards) ;
- ✓ du projet de gestion des pesticides en Côte d'Ivoire (2,8 milliards) ;
- ✓ de la construction du poste de contrôle juxtaposé de Noé (2,3 milliards).

2.1.2 Dépenses de trésorerie

Les dépenses de trésorerie s'élèvent à 114,4 milliards dont 96,9 milliards au titre du remboursement des crédits de TVA et 17,5 milliards de reversement de recettes de TVA affectée au secteur de l'électricité.

2.2 Analyse des dépenses d'investissement au regard de la capacité d'absorption des services

Les dépenses d'investissement (hors dépenses de sécurité et d'élections) se sont élevées à **1 473,9** milliards à fin décembre 2016, correspondant à un taux d'exécution de 69,6% par rapport aux dotations budgétaires annuelles (contre 79,3% en 2015). Ce taux relativement faible est principalement lié au retard dans l'exécution d'importants projets tels que l'aménagement de l'autoroute Yamoussoukro-Bouaké, la mise en exploitation des champs captants de Bonoua, l'approvisionnement en eau potable des régions du Gôh et de la Marahoué, le programme d'aménagement de routes et de facilitation du transport au sein de l'Union du Fleuve Mano, le bitumage de l'axe Odienné-Gbeleban, la construction d'ouvrages métalliques, l'aménagement de la route Bouna-Doropo-Frontière Burkina et le bitumage de l'axe Agboville -Cechi.

Tableau 3 : Situation d'exécution des dépenses d'investissement (hors dépenses de sécurité et d'élections) par Ministère et Institution à fin décembre 2016

Ministères/Institutions	Dotation 2016 (budget)	Dotation 2016 (budget ajusté) ¹	Exécution fin décembre 2016	Taux d'exécution	
				Base budget	Base budget ajusté
Ministère de l'Intégration Africaine et des Ivoiriens de l'Extérieur	5 017 497 098	5 017 497 098	349 497 098	7,0%	7,0%
Ministère de l'Industrie et des Mines	32 260 720 702	3 691 410 625	3 644 260 625	11,3%	98,7%
Ministère des Sports et des Loisirs	19 922 449 321	19 922 449 321	4 490 015 728	22,5%	22,5%
Secrétariat d'Etat chargé de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle	22 385 983 447	22 385 983 447	7 627 339 192	34,1%	34,1%
Ministère des Infrastructures Economiques	519 012 784 576	519 012 784 576	205 598 108 383	39,6%	39,6%
Ministère des Ressources Animales et Halieutiques	6 181 552 648	5 901 852 648	3 330 769 193	53,9%	56,4%
Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural	166 507 457 287	166 507 457 287	99 578 192 367	59,8%	59,8%
Ministère du Budget et du Portefeuille de l'Etat	345 102 889 152	235 246 388 377	235 246 388 377	68,2%	100,0%
Ministère de la Femme, de la Protection de l'Enfant et de la Solidarité	1 834 324 706	1 834 324 706	1 270 815 353	69,3%	69,3%
Ministère de la Salubrité, de l'Environnement et du Développement Durable	18 003 927 368	17 392 827 368	13 022 231 398	72,3%	74,9%
Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique	142 402 336 683	141 319 654 155	105 681 290 919	74,2%	74,8%
Ministère du Plan et du Développement	33 105 485 659	33 105 485 659	25 747 767 401	77,8%	77,8%
Ministère de la Construction, du Logement, de l'Assainissement et de l'Urbanisme	22 279 701 753	22 279 701 753	17 576 007 968	78,9%	78,9%
Ministère de l'Economie et des Finances	78 033 825 070	78 033 825 070	63 809 054 344	81,8%	81,8%
Ministère des Eaux et Forêts	3 981 118 173	3 981 118 173	3 468 118 169	87,1%	87,1%
Ministère d'Etat, Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité	17 944 484 491	17 944 484 491	15 824 120 169	88,2%	88,2%
Primature	42 544 806 643	42 544 806 643	37 769 109 703	88,8%	88,8%
Ministère de l'Education Nationale, de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle	129 659 869 185	123 863 969 185	123 864 231 689	95,5%	100,0%
Ministère de l'Emploi et de la Protection Sociale	22 043 007 927	22 043 007 927	21 214 802 344	96,2%	96,2%
Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique	52 459 787 783	52 459 787 783	51 864 959 774	98,9%	98,9%
Ministère du Tourisme	1 019 274 410	1 019 274 410	1 019 274 397	100,0%	100,0%
Ministère auprès de la Présidence de la République, chargé de la Défense	6 096 135 532	6 096 135 532	6 096 135 532	100,0%	100,0%
Ministère de la Communication, de l'Economie Numérique et de la Poste	7 115 488 128	7 115 488 128	7 115 488 128	100,0%	100,0%
Ministère de la Culture et de la Francophonie	660 870 385	660 870 385	660 870 385	100,0%	100,0%
Ministère de la Fonction Publique et de la Modernisation de l'Administration	1 972 865 603	1 972 865 603	1 972 865 603	100,0%	100,0%
Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme	14 555 508 478	14 555 508 478	14 555 508 478	100,0%	100,0%
Ministère de la Promotion de la Jeunesse, de l'Emploi des Jeunes et Service Civique	22 676 797 661	22 676 797 661	22 676 797 661	100,0%	100,0%
Ministère des Affaires Etrangères	9 619 490 432	9 619 490 432	9 619 490 432	100,0%	100,0%
Ministère du Commerce, de l'Artisanat et de la Promotion des PME	3 461 713 756	3 461 713 756	3 461 713 756	100,0%	100,0%
Ministère du Pétrole, de l'Energie et du Développement des Energies Renouvelables	132 595 392 359	132 595 392 359	132 595 392 359	100,0%	100,0%
Commission Electorale Indépendante	330 888 358	330 888 358	330 888 358	100,0%	100,0%
Cour des Comptes	550 180 650	550 180 650	550 180 650	100,0%	100,0%
Médiature	157 422 622	157 422 622	157 422 622	100,0%	100,0%
Parquet Général	170 160 026	170 160 026	170 160 026	100,0%	100,0%
Présidence de la République	46 266 598 535	46 266 598 535	46 266 598 535	100,0%	100,0%
Représentation Nationale	935 000 000	935 000 000	935 000 000	100,0%	100,0%
Ministère des Transports	84 503 714 590	84 503 714 590	84 503 714 590	100,0%	100,0%
Total	2 013 371 511 197	1 867 176 317 817	1 373 664 581 706	68,2%	73,6%
Comptes Spéciaux	105 772 999 999	105 772 999 999	100 282 507 585	94,8%	94,8%
Total général	2 119 144 511 196	1 972 949 317 816	1 473 947 089 291	69,6%	74,7%

Source : DGBF

¹ En vue d'évaluer la capacité d'absorption réelle des ministères, leurs dotations ont été ajustées en déduisant les crédits inscrits au titre de certains projets notamment, les dons exécutés par les bailleurs eux-mêmes.

2.3 Analyse des dépenses par grande fonction

Les dépenses du budget de l'Etat exécutées à fin décembre 2016, se répartissent selon les fonctions principales comme suit :

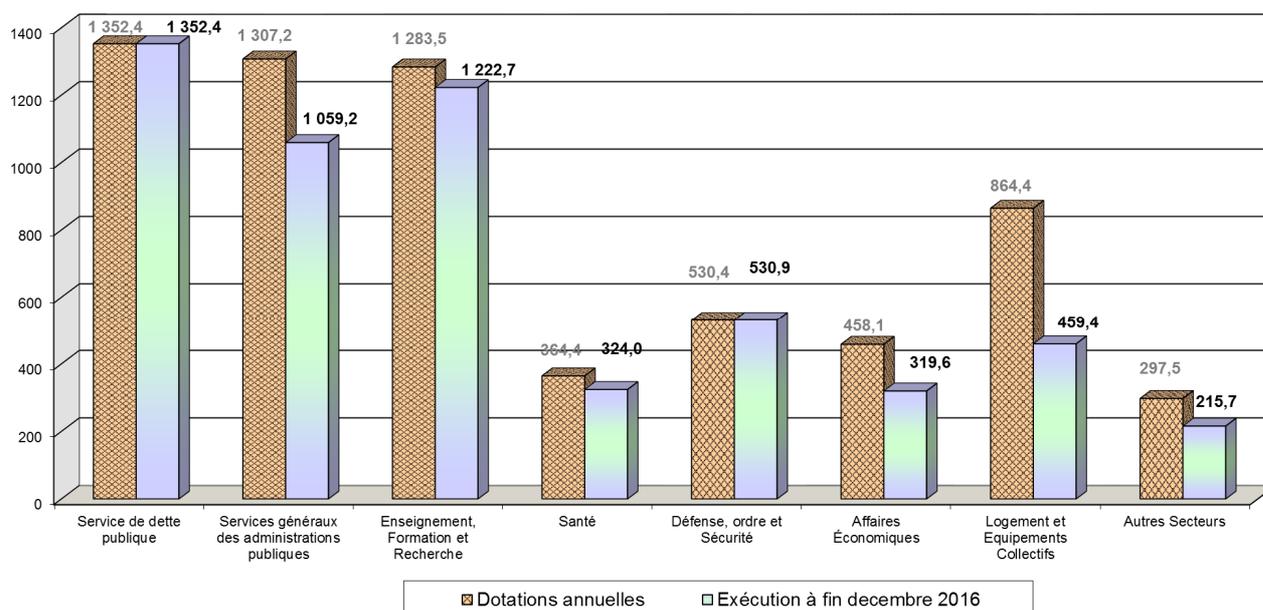
Tableau 4 : Etat d'exécution des dépenses globales par grande fonction à fin décembre 2016

(En milliards de F CFA)

Grandes fonctions	Budget actuel (2)	Exécution à fin décembre 2016				Proportion	Taux d'exécution (4)=(3)/(2)
		SIGFiP	Avances de trésorerie	Opérations de trésorerie	TOTAL dépenses (3)		
Service de dette publique	1352,4	1352,4			1352,4	24,7%	100,0%
Services généraux des administrations publiques	1307,2	944,8	0,0	114,4	1059,2	19,3%	81,0%
<i>dont Institutions</i>	<i>215,3</i>	<i>214,5</i>	<i>0,0</i>		<i>214,5</i>	<i>3,9%</i>	<i>99,6%</i>
<i>-Services Economiques et Financiers</i>	<i>239,9</i>	<i>217,0</i>			<i>217,0</i>	<i>4,0%</i>	<i>90,4%</i>
<i>-Autres Services Généraux</i>	<i>710,8</i>	<i>424,0</i>	<i>0,0</i>		<i>424,0</i>	<i>7,7%</i>	<i>59,7%</i>
Enseignement, Formation et Recherche	1283,5	1222,7	0,0		1222,7	22,3%	95,3%
Santé	364,4	324,0	0,0		324,0	5,9%	88,9%
Affaires Économiques	458,1	319,6	0,0		319,6	5,8%	69,8%
Défense, ordre et sécurité	530,4	530,9	0,0		530,9	9,7%	100,1%
Logement et Equipements Collectifs	864,4	459,4	0,0		459,4	8,4%	53,1%
Autres Secteurs (Protection de l'environnement, Loisirs, Culture et Culte, Protection Sociale)	297,5	215,7	0,0		215,7	3,9%	72,5%
TOTAL GENERAL	6457,8	5369,6	0,0	114,4	5484,0	100,0%	84,9%

Sources : -DGBF-DGTCP

Graphique 3 : Exécution des dépenses du budget de l'Etat par grandes fonctions à fin décembre 2016

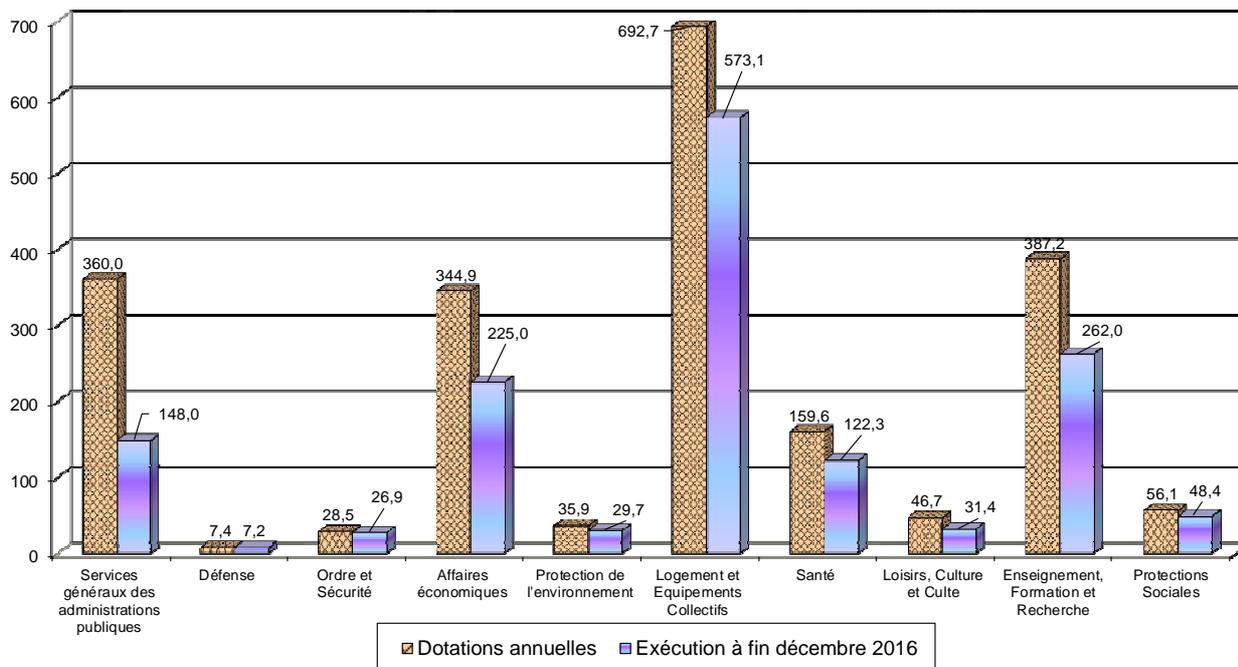


Sources : -DGBF-DGTCP

De façon spécifique, les **dépenses d'investissement** y compris les dépenses de sécurité et d'élection, s'établissent globalement à 1 473,9 milliards pour 2 119,1 milliards de dotations annuelles. Elles portent notamment sur les logements et équipements collectifs (573,1 milliards), affaires économiques (225,0 milliards), enseignement, formation et recherche (262,0 milliards).

Le graphique ci-dessous présente la répartition des dépenses d'investissement par grande fonction.

Graphique 4 : Dépenses d'investissement par grande fonction à fin décembre 2016



Sources :-DGBF-DGTCP

2.4 Etat d'exécution des dépenses pro-pauvres

Dans le cadre de la lutte contre la pauvreté et les disparités sociales, le Gouvernement s'attelle à rendre la croissance économique plus inclusive en mettant un accent particulier sur les dépenses touchant de façon plus directe les populations les plus défavorisées. Ainsi, les dépenses pro-pauvres se sont établies à fin décembre 2016 à **2 014,8 milliards** pour un objectif plancher de 1 998,5 milliards.

Tableau 5 : Etat d'exécution des dépenses pro-pauvres à fin décembre 2016

(En milliards de FCFA)

Domaines	2015	2016	
	Réalisation	Objectif annuel	Réalisation
01 Agriculture et développement rural	111,2	96,2	124
02 Ressources Halieutiques et Production Animale	9,8	9,6	9,1
03 Education	991,6	1190,9	1179,3
04 Santé	279,5	351,9	330,4
05 Eau et Assainissement	74,8	89,1	58,6
06 Energie	53,6	38,4	45,5
07 Routes et ouvrages d'art	155,6	120,7	153,8
08 Affaires Sociales	28,8	24,1	38,4
09 Décentralisation	48	61,2	55,2
10 Reconstructions et réhabilitations	14,2	5,2	11,3
11 Autres domaines de lutte contre la pauvreté	3,1	11,2	9,2
TOTAL	1 770,20	1998,5	2014,8

4 **Source** : DGBF-DGTCP

III- ANALYSE DES PAIEMENTS EFFECTUES

Les paiements effectués à fin décembre 2016 sont résumés dans le tableau 6 ci-après.

Tableau 6 : Etat des paiements effectués par les comptables par nature de dépenses à fin décembre 2016

(En milliards F CFA)

	Budget actuel	Exécution	Avances	Trésorerie	Paiements (*)
Dettes Publiques	1 352,4	1 352,4	0,0	0,0	1 352,4
Dettes intérieures	868,2	868,2	0,0	0,0	868,2
Dettes extérieures	484,2	484,2	0,0	0,0	484,2
Dépenses Ordinaires	2 640,6	2 551,8	0,0	114,4	2 380,1
Personnel	1 406,2	1 400,4	0,0	0,0	1 400,4
Subventions et transferts	389,8	385,6	0,0	0,0	307,7
Autre dépenses ordinaires	844,6	765,8	0,0	114,4	672,0
Dépenses d'Investissement	2 119,1	1 473,9	0,0	0,0	871,8
dont Trésor	1 314,8	1 106,1			849,4
Comptes spéciaux du trésor	345,6	105,8	0,0	0,0	105,8
TOTAL GENERAL	6 457,8	5 484,0	0,0	114,4	4 710,1

(*) Les paiements correspondent ici aux mandats mis en règlement au Trésor et les autres opérations de trésorerie.

Sources : DGBF-DGTCP

IV- EVOLUTION DES INDICATEURS BUDGETAIRES DU PROGRAMME ECONOMIQUE ET FINANCIER

Le tableau ci-dessous présente les principaux indicateurs budgétaires du programme économique et financier.

Tableau 7 : Evolution des indicateurs budgétaires du programme économique et financier à fin décembre 2016

(En milliards de FCFA)

Type dépenses	Fin décembre 2016	
	Objectif	Réalisation
Repères indicatifs		
Plancher sur les dépenses pro-pauvres	1 998,5	2 014,8
Plancher des recettes fiscales TOFE ²	3 318,2	3 197,4

Source : DGBF

² Les recettes fiscales TOFE incluent, en plus des recettes fiscales budgétaires, des recettes affectées à des opérations spécifiques définies par la loi des finances.

4.1 Plancher sur les dépenses pro-pauvres

A fin décembre 2016, le niveau des dépenses pro-pauvres est estimé à 2 014,8 milliards pour un niveau projeté de 1 998,5 milliards. Ces dépenses enregistrent un dépassement de 16,3 milliards.

4.2 Plancher sur les recettes fiscales

Les recettes fiscales TOFE à fin décembre 2016 se chiffrent à 3 197,4 milliards contre un niveau attendu de 3 318,2 milliards, soit un écart négatif de 120,8 milliards.

CONCLUSION

L'exécution budgétaire au titre de l'exercice 2016 est caractérisée par une maîtrise du niveau d'exécution des dépenses, permettant le respect du solde budgétaire global (-4% du PIB) convenu avec le FMI malgré un niveau de mobilisation des recettes plus faible que prévue.

Les recettes restent toutefois en hausse de 8,2% par rapport aux réalisations de 2015.

Au niveau des dépenses, les charges de fonctionnement des services ont été globalement contenues à l'intérieur des dotations prévues, grâce à la régulation de la consommation des crédits au rythme de recouvrement des ressources.

S'agissant particulièrement des dépenses d'investissement, celles financées sur ressources intérieures enregistrent une progression de 36,7% par rapport à 2015 malgré un taux d'exécution de 90,3% sur l'année.

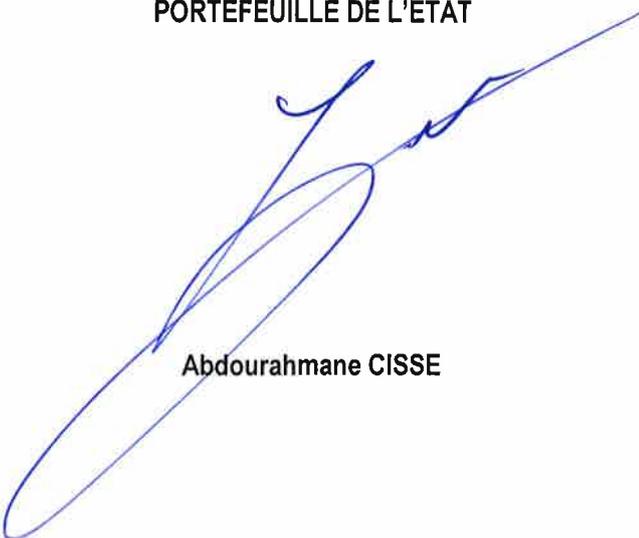
Le Gouvernement entend poursuivre les efforts d'amélioration du recouvrement des recettes fiscales à travers le renforcement de l'efficacité des administrations fiscales et douanières, ainsi que la rationalisation des exonérations.

Telle est l'économie de la présente Communication relative à l'exécution budgétaire en fin de gestion 2016, soumise à l'adoption du Conseil des Ministres.

**LE MINISTRE DE L'ECONOMIE
ET DES FINANCES**

Adama KONE

**LE MINISTRE DU BUDGET ET DU
PORTEFEUILLE DE L'ETAT**



Abdourahmane CISSE

ANNEXE 1 : CADRAGE BUDGETAIRE (Etat de réalisation à fin décembre 2016)

En milliards de FCFA)

LIBELLE	Fin décembre		LIBELLE	Fin décembre	
	Objectif	Réalisation		Objectif	Réalisation
RESSOURCES BUDGETAIRES	5 466,1	5 282,3	DEPENSES BUDGETAIRES	5 526,3	5 369,6
Ressources intérieures	4 670,0	4 619,1	Dettes publiques	1 340,3	1 352,4
Recettes fiscales	3 109,9	2 991,5	Dettes intérieures	860,5	868,2
DGI	1 554,0	1 507,9	<i>Principal</i>	669,8	676,1
<i>dont FER</i>	25,4	16,4	<i>Intérêts</i>	190,7	192,1
TRESOR	8,8	9,5	Dettes extérieures	479,8	484,2
DGD (Hors PCC, PCS et SGS)	1 547,1	1 474,1	<i>Principal</i>	305,8	303,7
<i>dont FER</i>	66,4	70,0	<i>Intérêts</i>	174,0	180,5
Recettes non fiscales	122,2	145,3	Dépenses ordinaires	2 418,3	2 413,8
Privatisation et vente d'actifs	34,3	27,0	Personnel	1 434,0	1 400,4
Transfert des entreprises	0,7	1,0	Abonnement	81,4	80,7
Revenus du domaine DGI	37,3	36,8	Subventions et transferts	357,9	385,6
Licences de télécommunication	0,0	0,0	<i>dont subvention au secteur électricité</i>	1,0	7,5
Intégration ressources additionnelles C2D	14,3	14,3	Autres dépenses de fonctionnement	545,1	547,1
Fonds d'Investissement en milieu rural	13,9	13,6	<i>Carburant Armée</i>	12,5	12,5
Autres recettes non fiscales	21,8	52,6	<i>dépenses sociales ciblées</i>	4,7	6,8
Emprunts sur marchés monétaire et financier	1 437,9	1 482,3	<i>Charges de fonctionnement des services</i>	527,9	527,8
Emprunts obligataires	452,4	427,2	Dépenses de sécurité et d'élections	108,3	129,4
Bons et obligations du Trésor	985,5	1 055,1	Financement intérieur	108,3	129,4
Eurobonds	0,0	0,0	<i>dont investissement</i>	0,0	0,0
Ressources extérieures	796,1	663,2	Financement extérieur	0,0	0,0
Appuis budgétaires	293,1	295,3	Dépenses d'investissement	1 659,4	1 473,9
<i>FMI</i>	57,0	58,4	Financement intérieur	1 156,3	1 106,1
<i>Banque Mondiale</i>	73,4	74,9	<i>Programme présidentiel d'Urgence</i>	132,0	132,0
<i>AFD (C2D)</i>	147,6	147,6	<i>Construction barrage de Soubré</i>	14,2	14,2
<i>BAD</i>			<i>Projets C2D</i>	161,9	125,2
<i>UE</i>	15,1	14,4	<i>Couverture Maladie Universelle (CMU)</i>	11,7	11,6
Financement extérieur	503,1	367,9	<i>Investissement FIMR</i>	13,9	13,6
Dons-programmes	0,0	0,0	Financement extérieur	503,1	367,9
Dons-projets	105,6	105,9	<i>Dons-projets</i>	105,6	105,9
Emprunts-projets	397,5	261,9	<i>Emprunts-projets</i>	397,5	261,9
OPERATIONS DE TRESORERIE (II)	107,1	115,8	OPERATIONS DE TRESORERIE (II)	107,1	114,4
Recettes de TVA affectées au remboursement de crédits de TVA	90,6	96,9	Remboursement de crédits de TVA	90,6	96,9
TVA secteur électricité	16,5	18,9	Reversement TVA au secteur électricité	16,5	17,5
TOTAL GENERAL	5 573,3	5 398,1	TOTAL GENERAL	5 633,4	5 484,0

ANNEXE 2
EVOLUTION DES RECETTES FISCALES BUDGETAIRES
(Etat de réalisation à fin décembre 2016)

En milliards de FCFA

LIBELLES	FIN DECEMBRE		
	Objectif	Réalisation	Ecart (Real-Obj)
RECETTES FISCALES BUDGETAIRES	3 109,9	2 991,5	-118,4
DGI	1 554,0	1 507,9	-46,0
Impôts directs	825,9	818,5	-7,4
BIC pétrole et gaz	53,6	55,0	1,4
- BIC pétrole	11,2	8,2	-3,0
- BIC gaz	42,4	46,8	4,4
Autres impôts directs hors pétrole et gaz	772,3	763,6	-8,7
- BIC hors pétrole	267,0	259,4	-7,6
- Impôt synthétique et AIRSI	21,8	20,4	-1,4
Impôts sur revenus et salaires	397,7	403,7	6,0
Contribution pour la sortie de crise (ex CRN)	0,1	0,1	
Impôts fonciers	0,0	0,0	0,0
Impôts sur revenus capitaux mobiliers/IRC	85,8	79,9	-5,8
Impôts indirects	728,1	689,4	-38,7
TVA (hors part secteur électricité)	321,0	304,2	-16,9
TOB	59,5	55,8	-3,7
Taxes sur boissons et tabacs	38,5	29,8	-8,7
Droits d'enregistrement et de timbre	188,8	185,7	-3,0
<i>dont enregistrement café cacao</i>	139,5	128,5	-11,0
Patentes et Licences	11,2	11,2	0,0
Taxes d'exploitation pétrolière	4,8	3,5	-1,3
Taxe d'exploitation du gaz	18,2	20,0	1,8
Taxes sur les télécommunications	59,8	53,0	-6,8
Taxes spéciales sur les consommations téléphoniques	24,2	23,4	-0,8
Taxe sur le caoutchouc	0,0	0,2	0,2
Taxe pr le dev touristique	0,6	0,6	0,0
Taxe/sachet et mat plast	0,0	0,0	0,0
Accises et autres taxes indirectes	2,1	2,6	0,6
TRESOR	8,8	9,5	0,7
Impôts directs	7,7	8,1	0,4
Impôts sur revenus et salaires	7,7	8,1	0,4
Impôts fonciers (y/c RS 15% Loyer)	0,0	0,0	
Impôts indirects	1,1	1,4	0,3
Timbres et vignettes	1,1	1,4	0,3
Autres indirects	0,0	0,0	
DGD (hors PCC, PCS et SGS)	1 547,1	1 474,1	-73,0
Droits et taxes à l'importation	1 126,0	1 081,8	-44,2
Taxes sur produits pétroliers	367,1	343,3	-23,8
Taxes hors produits pétroliers (hors SGS, PCS et PCC)	758,9	738,5	-20,4
Taxes à l'exportation	421,1	392,3	-28,9

ANNEXE 3 :
SITUATION DES DEPENSES PAR SECTEUR ET PAR FONCTION
(Situation à fin décembre 2016)

(en F CFA)

Secteurs et fonctions	Budget voté	Budget Actuel	Exécution SIGFIP		Opération de trésorerie	Total Exécution	Mandats mis en règlement	Total paiement (*)
			Engagements	Prises en charge				
Service de la dette publique	1 259 862 950 700	1 352 401 200 000	1 352 401 200 000	1 352 401 200 000		1 352 401 200 000	1 482 492 702 245	1 482 492 702 245
- Dette publique intérieure	778 345 855 409	868 168 200 000	868 168 200 000	868 168 200 000		868 168 200 000	1 000 545 110 302	1 000 545 110 302
- Dette publique extérieure	481 517 095 291	484 233 000 000	484 233 000 000	484 233 000 000		484 233 000 000	481 947 591 943	481 947 591 943
Services généraux des administrations publiques	1 040 019 047 203	1 307 203 337 977	945 022 329 768	944 790 555 106	114 405 600 000	1 059 196 155 106	700 446 846 724	814 852 446 724
Institutions	125 709 910 020	215 333 277 849	214 450 943 346	214 450 316 015		214 450 316 015	162 186 011 226	162 186 011 226
Services Généraux	914 309 137 183	1 091 870 060 128	730 571 386 422	730 340 239 091	114 405 600 000	844 745 839 091	538 260 835 498	652 666 435 498
Défense	252 295 173 288	348 995 588 768	357 396 866 743	357 395 566 145		357 395 566 145	224 227 330 194	224 227 330 194
Services Sociaux								
Services militaires	119 402 319 402	216 394 085 448	225 487 636 114	225 487 336 116		225 487 336 116	103 498 803 823	103 498 803 823
Services de gendarmerie	61 633 249 393	63 861 626 150	63 247 374 696	63 247 374 696		63 247 374 696	58 125 015 517	58 125 015 517
Autres Affaires Militaires	71 259 604 493	68 739 877 170	68 661 855 933	68 660 855 333		68 660 855 333	62 603 510 854	62 603 510 854
Ordre et Sécurité	193 687 029 113	181 452 227 862	173 518 645 716	173 484 738 628		173 484 738 628	200 619 572 612	200 619 572 612
Service de Police	133 073 595 908	128 672 007 805	122 748 507 753	122 748 507 753		122 748 507 753	119 285 181 312	119 285 181 312
Services judiciaires	55 454 503 003	49 005 385 453	46 906 064 658	46 891 133 228		46 891 133 228	40 667 195 650	40 667 195 650
Etablissements Pénitenciers et Education surveillées	5 158 930 202	3 774 834 604	3 864 073 305	3 845 097 647		3 845 097 647	40 667 195 650	40 667 195 650
Affaires Économiques	331 161 491 976	458 057 497 351	319 726 099 012	319 647 250 387		319 647 250 387	155 467 350 076	155 467 350 076
Activités Végétales et Halieutiques	107 057 673 829	201 239 046 096	130 744 206 299	130 700 456 332		130 700 456 332	85 979 902 517	85 979 902 517
Activités Minières et Énergétiques	4 094 199 406	3 943 418 861	3 933 980 480	3 921 941 756		3 921 941 756	2 802 120 554	2 802 120 554
Activités de transport et télécommunication	139 295 961 235	173 492 502 124	134 628 802 492	134 628 791 492		134 628 791 492	27 266 520 441	27 266 520 441
Activités Industrielles et autres Services	80 713 657 506	79 382 530 270	50 419 109 741	50 396 060 807		50 396 060 807	39 418 806 564	39 418 806 564
Protection de l'environnement	105 473 986 268	101 534 942 182	61 534 144 717	61 516 132 528		61 516 132 528	54 557 451 448	54 557 451 448
Logement et Equipements Collectifs	857 224 305 645	864 354 965 839	459 414 440 366	459 391 682 417		459 391 682 417	270 146 337 731	270 146 337 731
Santé	349 675 653 821	364 351 373 241	324 110 937 224	324 046 137 394		324 046 137 394	246 813 442 776	246 813 442 776
Loisirs, Culture et Culte	104 239 455 347	100 112 794 376	68 740 804 083	68 697 143 352		68 697 143 352	61 841 056 630	61 841 056 630
Enseignement, Formation et Recherche	1 235 253 446 798	1 283 507 137 294	1 222 796 864 619	1 222 656 880 332		1 222 656 880 332	1 156 947 443 881	1 156 947 443 881
Protection Sociale	84 439 489 455	95 850 046 540	85 597 415 626	85 530 382 167		85 530 382 167	42 139 204 157	42 139 204 157
TOTAL GENERAL	5 813 332 029 614	6 457 821 111 430	5 370 259 747 874	5 369 557 668 456	114 405 600 000	5 483 963 268 456	4 595 698 738 474	4 710 104 338 474

dont
Remboursement de crédits de TVA

96 900 000 000

96 900 000 000

Source: DGBF-DGTCP

(*) Les paiements correspondent aux mandats mis en règlement au Trésor et les opérations de trésorerie effectuées en dehors du SIGFIP

ANNEXE 4 :
ÉTAT DÉTAILLÉ DES DÉPENSES PAR SECTEUR ET PAR FONCTION
(Situation à fin décembre 2016)

(en F CFA)

Secteurs et fonctions	Budget voté	Budget actuel	Exécution SIGFIP		Opérations de Trésorerie	Total Exécution	Mandats mis en règlement	Total paiement (*)
			Engagements	Ordonnancement				
Service de la dette publique	1 259 862 950 700	1 352 401 200 000	1 352 401 200 000	1 352 401 200 000		1 352 401 200 000	1 482 492 702 245	1 352 401 200 000
- Dette publique intérieure	778 345 855 409	868 168 200 000	868 168 200 000	868 168 200 000		868 168 200 000	1 000 545 110 302	868 168 200 000
- Dette publique extérieure	481 517 095 291	484 233 000 000	484 233 000 000	484 233 000 000		484 233 000 000	481 947 591 943	484 233 000 000
Services généraux des administrations publiques	1 040 019 047 203	1 307 203 337 977	945 022 329 768	944 790 555 106	114 405 600 000	1 059 196 155 106	700 446 846 724	814 852 446 724
Institutions	125 709 910 020	215 333 277 849	214 450 943 346	214 450 316 015		214 450 316 015	162 186 011 226	162 186 011 226
- Organismes législatifs (Assemblée)	22 802 047 091	26 390 044 600	26 390 044 600	26 390 044 600		26 390 044 600	24 860 738 801	24 860 738 801
- Organes exécutifs (Présidence+ Primature)	80 335 249 582	137 521 056 005	137 487 172 313	137 486 544 982		137 486 544 982	113 763 493 507	113 763 493 507
- Autres institutions	22 572 613 347	51 422 177 244	50 573 726 433	50 573 726 433		50 573 726 433	23 561 778 918	23 561 778 918
Services Généraux	914 309 137 183	1 091 870 060 128	730 571 386 422	730 340 239 091	114 405 600 000	844 745 839 091	538 260 835 498	652 666 435 498
- Services Economiques et Financiers	241 850 010 171	239 945 408 517	217 066 972 298	217 014 020 407	114 405 600 000	331 419 620 407	167 368 935 524	281 774 535 524
- Services des Affaires Extérieures	138 631 457 738	141 087 488 365	89 314 927 275	89 311 141 835		89 311 141 835	165 730 999 202	165 730 999 202
- Autres Services	533 827 669 274	710 837 163 246	424 189 486 849	424 015 076 849		424 015 076 849	205 160 900 772	205 160 900 772
Défense	252 295 173 288	348 995 588 768	357 396 866 743	357 395 566 145		357 395 566 145	224 227 330 194	224 227 330 194
Services militaires	119 402 319 402	216 394 085 448	225 487 636 114	225 487 336 116		225 487 336 116	103 498 803 823	103 498 803 823
Services de gendarmerie	61 633 249 393	63 861 626 150	63 247 374 696	63 247 374 696		63 247 374 696	58 125 015 517	58 125 015 517
Autres Affaires Militaires	71 259 604 493	68 739 877 170	68 661 855 933	68 660 855 333		68 660 855 333	62 603 510 854	62 603 510 854
Ordre et Sécurité	193 687 029 113	181 452 227 862	173 518 645 716	173 484 738 628		173 484 738 628	200 619 572 612	200 619 572 612
Service de Police	133 073 595 908	128 672 007 805	122 748 507 753	122 748 507 753		122 748 507 753	119 285 181 312	119 285 181 312
Services judiciaires	55 454 503 003	49 005 385 453	46 906 064 658	46 891 133 228		46 891 133 228	40 667 195 650	40 667 195 650
Etablissements Pénitenciers et Education surveillées	5 158 930 202	3 774 834 604	3 864 073 305	3 845 097 647		3 845 097 647	40 667 195 650	40 667 195 650
Affaires Économiques	331 161 491 976	458 057 497 351	319 726 099 012	319 647 250 387		319 647 250 387	155 467 350 076	155 467 350 076
Activités Végétales et Halieutiques	107 057 673 829	201 239 046 096	130 744 206 299	130 700 456 332		130 700 456 332	85 979 902 517	85 979 902 517
- Agriculture	96 047 508 752	189 196 020 311	121 394 335 613	121 388 186 113		121 388 186 113	78 118 874 780	78 118 874 780
- Elevage	11 010 165 077	12 043 025 785	9 349 870 686	9 312 270 219		9 312 270 219	7 861 027 737	7 861 027 737
Activités Minières et Énergétiques	4 094 199 406	3 943 418 861	3 933 980 480	3 921 941 756		3 921 941 756	2 802 120 554	2 802 120 554
Activités de transport et télécommunication	139 295 961 235	173 492 502 124	134 628 802 492	134 628 791 492		134 628 791 492	27 266 520 441	27 266 520 441
Activités Industrielles et autres Services	80 713 657 506	79 382 530 270	50 419 109 741	50 396 060 807		50 396 060 807	39 418 806 564	39 418 806 564
Protection de l'environnement	105 473 986 268	101 534 942 182	61 534 144 717	61 516 132 528		61 516 132 528	54 557 451 448	54 557 451 448
Lutte contre la pollution et Protection de l'environnement	67 105 937 741	64 585 421 548	26 582 024 765	26 579 343 994		26 579 343 994	21 209 907 230	21 209 907 230
Protection faune et flore	38 368 048 527	36 949 520 634	34 952 119 952	34 936 788 534		34 936 788 534	33 347 544 218	33 347 544 218
Logement et Equipements Collectifs	857 224 305 645	864 354 965 839	459 414 440 366	459 391 682 417		459 391 682 417	270 146 337 731	270 146 337 731
Alimentation en eau	93 502 549 440	110 661 825 586	43 547 254 066	43 546 554 113		43 546 554 113	39 642 423 580	39 642 423 580
Electrification	195 586 533 425	182 917 759 069	163 964 768 637	163 964 768 637		163 964 768 637	48 613 965 919	48 613 965 919
Infrastructures routières	441 801 093 646	411 354 071 029	115 603 785 596	115 603 785 596		115 603 785 596	62 562 610 204	62 562 610 204
Batiments administratifs et logements	16 877 056 793	25 011 562 949	23 923 529 164	23 922 779 164		23 922 779 164	20 418 084 403	20 418 084 403
Equipements des Collectivités Territoriales	4 870 539 261	4 990 455 752	4 990 455 752	4 990 455 752		4 990 455 752	4 990 455 752	4 990 455 752
Autres	104 586 533 080	129 419 291 454	107 384 647 151	107 363 339 155		107 363 339 155	93 918 797 873	93 918 797 873

(*) Les paiements correspondent aux mandats mis en règlement au Trésor et les opérations de trésorerie effectuées en dehors du SIGFIP

ANNEXE 4 (suite et fin) :
ÉTAT DÉTAILLÉ DES DÉPENSES PAR SECTEUR ET PAR FONCTION
 (Situation à fin décembre 2016)

(en F CFA)

Secteurs et fonctions	Budget voté	Budget actuel	Exécution SIGFIP		Opérations de Trésorerie	Total Exécution	Mandats mis en règlement	Total paiement (*)
			Engagements	Ordonnancement				
Santé	349 675 653 821	364 351 373 241	324 110 937 224	324 046 137 394		324 046 137 394	246 813 442 776	246 813 442 776
Médicaments et matériels biomédicaux	15 367 407 424	16 051 429 058	15 241 568 456	15 235 699 073		15 235 699 073	9 985 492 450	9 985 492 450
Services de santé de base et secondaire	20 390 927 888	10 642 277 731	10 575 865 434	10 567 630 939		10 567 630 939	6 266 703 354	6 266 703 354
Formation Agents de santé	11 109 612 007	9 720 041 404	9 717 041 404	9 717 041 404		9 717 041 404	7 126 557 268	7 126 557 268
CHU, Centres de Santé Spécialisés	60 688 119 304	58 886 919 797	57 902 692 691	57 902 692 691		57 902 692 691	54 461 848 524	54 461 848 524
Autres affaires liées à la santé	242 119 587 198	269 050 705 251	230 673 769 239	230 623 073 287		230 623 073 287	168 972 841 180	168 972 841 180
Loisirs, Culture et Culte	104 239 455 347	100 112 794 376	68 740 804 083	68 697 143 352		68 697 143 352	61 841 056 630	61 841 056 630
Affaires culturelles	19 959 102 268	16 307 592 549	14 187 192 693	14 149 596 252		14 149 596 252	13 296 446 604	13 296 446 604
Affaires Sportives	42 796 363 121	39 722 008 298	18 217 688 949	18 214 102 699		18 214 102 699	17 410 183 922	17 410 183 922
Communication	19 659 662 635	18 447 242 488	10 789 216 364	10 789 216 324		10 789 216 324	10 232 886 787	10 232 886 787
Autres	21 824 327 323	25 635 951 041	25 546 706 077	25 544 228 077		25 544 228 077	20 901 539 317	20 901 539 317
Enseignement, Formation et Recherche	1 235 253 446 798	1 283 507 137 294	1 222 796 864 619	1 222 656 880 332		1 222 656 880 332	1 156 947 443 881	1 156 947 443 881
Enseignement de base	520 976 815 978	537 196 037 750	524 916 601 627	524 916 524 128		524 916 524 128	504 217 659 606	504 217 659 606
Formation continue des adultes	13 631 124 013	17 216 751 116	16 917 334 747	16 916 590 317		16 916 590 317	14 562 454 373	14 562 454 373
Enseignement Secondaire	290 127 144 595	306 273 606 536	300 870 661 845	300 825 801 990		300 825 801 990	282 848 129 303	282 848 129 303
Enseignement Supérieur	194 048 838 300	196 831 791 515	195 589 790 445	195 582 290 448		195 582 290 448	191 290 981 709	191 290 981 709
Enseignement Technique et Professionnelle	103 514 285 023	118 347 507 201	83 707 695 323	83 706 425 023		83 706 425 023	74 274 543 695	74 274 543 695
Recherche	20 537 175 095	19 830 429 020	12 910 697 020	12 910 697 020		12 910 697 020	8 003 703 720	8 003 703 720
Autres	92 418 063 794	87 811 014 156	87 884 083 612	87 798 551 406		87 798 551 406	81 749 971 475	81 749 971 475
<i>dont transport des élèves et étudiants</i>	<i>9 900 000 000</i>	<i>9 900 000 000</i>	<i>2 475 000 000</i>	<i>2 475 000 000</i>		<i>2 475 000 000</i>		
Protection Sociale	84 439 489 455	95 850 046 540	85 597 415 626	85 530 382 167		85 530 382 167	42 139 204 157	42 139 204 157
Protection des enfants et handicapés	10 363 627 047	7 632 374 365	7 521 607 385	8 670 560 267		8 670 560 267	6 487 852 755	6 487 852 755
Lutte contre le Chômage et l'exclusion	44 419 028 605	59 160 825 428	51 510 353 944	50 312 224 093		50 312 224 093	18 611 774 088	18 611 774 088
Service civique et réinsertion								
Pension de retraite	6 674 701 184	2 039 906 339	344 754 587	344 754 587		344 754 587	344 754 587	344 754 587
Autres protection sociale	22 982 132 619	27 016 940 408	26 220 699 710	26 202 843 220		26 202 843 220	16 694 822 727	16 694 822 727
TOTAL DÉPENSES BUDGÉTAIRES	5 813 332 029 614	6 457 821 111 430	5 370 259 747 874	5 369 557 668 456	114 405 600 000	5 483 963 268 456	4 595 698 738 474	4 710 104 338 474

dont

Remboursement de crédits de TVA

96 900 000 000

96 900 000 000

Source: DGBF-DGTCP

(*) Les paiements correspondent aux mandats mis en règlement au Trésor et les opérations de trésorerie effectuées en dehors du SIGFIP

ANNEXE 5 :
SITUATION D'EXECUTION DES DEPENSES PAR MINISTERE ET INSTITUTION
(Situation à fin décembre 2016)

(en F CFA)

MINISTÈRE / INSTITUTION	Budget voté	Budget Actuel	Exécution SIGFIP		Opérations de Trésorerie	Total Exécution	Mandats mis en règlement	Total paiement (*)
			Engagements	Ordonnancement				
01 REPRESENTATION NATIONALE	22 802 047 091	27 402 188 156	24 861 688 890	24 861 688 890		24 861 688 890	24 861 234 312	24 861 234 312
02 PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	93 050 493 903	268 553 698 552	137 935 408 320	137 934 780 989		137 934 780 989	137 859 009 786	137 859 009 786
03 CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL	4 230 546 081	5 197 806 865	5 039 553 918	5 039 553 918		5 039 553 918	5 039 174 205	5 039 174 205
05 GRANDE CHANCELLERIE	1 681 668 352	1 661 172 907	1 661 172 907	1 661 172 907		1 661 172 907	1 661 050 743	1 661 050 743
06 PRIMATURE ET SERVICES RATTACHES	74 938 816 364	69 977 330 799	63 389 210 242	63 389 210 242		63 389 210 242	58 642 928 387	58 642 928 387
07 CONSEIL CONSTITUTIONNEL	3 112 356 174	3 112 356 775	2 997 514 627	2 997 514 627		2 997 514 627	2 997 441 916	2 997 441 916
08 MEDiateur DE LA REPUBLIQUE	1 968 150 091	2 152 826 712	2 152 826 712	2 152 826 712		2 152 826 712	2 152 274 263	2 152 274 263
10 COUR DES COMPTES	1 769 012 605	1 877 548 810	1 877 548 810	1 877 548 810		1 877 548 810	1 877 548 810	1 877 548 810
11 COMMISSION ELECTORALE INDEPENDANTE	22 424 502 816	43 288 003 218	43 288 003 218	43 288 003 218		43 288 003 218	43 288 003 218	43 288 003 218
12 MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES	1 374 753 730 468	1 630 679 721 097	1 580 080 121 826	1 580 077 213 226		1 580 077 213 226	1 534 500 896 364	1 534 500 896 364
13 CHAMBRE NATIONALE DES ROIS ET CHEFS TRADITIONNELS	4 100 000 000	3 575 000 000	3 575 000 000	3 575 000 000		3 575 000 000	3 575 000 000	3 575 000 000
14 MINISTERE DU PETROLE, DE L'ENERGIE ET DU DEVELOPPEMENT DES ENERGIES RENOUVELABLES	164 591 777 544	153 731 771 603	129 441 241 224	129 441 241 224		129 441 241 224	13 603 315 215	13 603 315 215
15 MINISTERE D'ETAT, MINISTERE DE L'INTERIEUR ET DE LA SECURITE	305 939 945 695	313 044 931 183	184 369 827 651	184 369 827 611		184 369 827 611	181 551 323 475	181 551 323 475
16 MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION	18 276 002 532	16 011 262 208	15 141 756 926	15 141 756 926		15 141 756 926	14 477 742 242	14 477 742 242
17 MINISTERE DE LA JUSTICE ET DES DROITS DE L'HOMME	60 812 218 061	51 620 112 540	50 893 305 912	50 893 285 482		50 893 285 482	43 860 420 281	43 860 420 281
18 MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DU DEVELOPPEMENT RURAL	156 483 281 962	253 297 594 641	128 790 436 205	128 790 436 205		128 790 436 205	81 232 937 036	81 232 937 036
19 MINISTERE DE LA CONSTRUCTION, DU LOGEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DE L'URBANISME	63 066 412 347	47 553 785 921	34 284 287 848	34 284 287 848		34 284 287 848	31 250 529 817	31 250 529 817
20 MINISTERE DU PLAN ET DU DEVELOPPEMENT	22 952 184 171	41 628 990 745	32 811 903 436	32 811 903 436		32 811 903 436	11 140 826 492	11 140 826 492
21 MINISTERE DES INFRASTRUCTURES ECONOMIQUES	553 265 952 863	620 335 622 581	204 051 930 604	204 051 930 604		204 051 930 604	136 998 245 783	136 998 245 783
22 MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE, DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	836 215 940 460	851 998 086 441	846 262 496 836	846 262 450 223		846 262 450 223	809 086 527 004	809 086 527 004
24 MINISTERE DE LA SANTE ET DE L'HYGIENE PUBLIQUE	328 715 376 062	342 187 690 031	306 630 810 162	306 630 808 990		306 630 808 990	232 466 116 248	232 466 116 248
25 MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES	79 606 991 726	85 791 733 982	75 641 232 071	75 588 859 151		75 588 859 151	74 271 851 253	74 271 851 253
26 MINISTERE AUPRES DE LA PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE, CHARGE DE LA DEFENSE	245 377 861 794	278 206 843 896	237 695 538 994	237 695 538 394		237 695 538 394	232 246 437 898	232 246 437 898
27 MINISTERE DE LA COMMUNICATION, DE L'ECONOMIE NUMERIQUE ET DE LA POSTE	52 106 633 254	51 635 538 983	22 881 245 037	22 881 244 997		22 881 244 997	17 626 159 220	17 626 159 220
28 MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE	2 319 186 000	458 287 329	58 287 329	58 287 329		58 287 329	50 548 322	50 548 322
29 MINISTERE DES SPORTS ET DES LOISIRS	40 727 018 266	46 435 109 956	17 952 382 974	17 497 322 974		17 497 322 974	16 815 288 237	16 815 288 237
30 MINISTERE DU BUDGET ET DU PORTEFEUILLE DE L'ETAT	643 563 384 833	567 695 349 625	657 267 136 202	657 083 763 717	114 405 600 000	771 489 363 717	432 479 034 399	546 884 634 399
31 MINISTERE DES EAUX ET FORÊTS	30 493 659 876	27 129 536 964	25 583 623 964	25 583 623 964		25 583 623 964	24 786 052 020	24 786 052 020
33 MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE	193 182 009 089	218 681 747 563	215 908 186 174	215 906 686 177		215 906 686 177	204 615 403 614	204 615 403 614
34 SECRETARIAT D'ETAT CHARGE DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	80 552 391 269	92 336 888 086	61 738 978 087	61 738 977 787		61 738 977 787	57 493 131 168	57 493 131 168
35 MINISTERE DE LA CULTURE ET DE LA FRANCOPHONIE	13 893 853 344	12 108 990 000	9 891 271 843	9 891 271 843		9 891 271 843	9 363 801 444	9 363 801 444
37 MINISTERE DU COMMERCE, DE L'ARTISANAT ET DE LA PROMOTION DES PME	12 483 937 585	14 732 383 270	13 053 402 315	13 052 271 515		13 052 271 515	11 987 705 657	11 987 705 657
38 MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DES MINES	38 389 268 775	36 788 822 456	8 215 312 379	8 215 312 379		8 215 312 379	7 105 492 981	7 105 492 981
39 MINISTERE DU TOURISME	8 539 336 365	7 977 170 852	7 667 310 852	7 667 310 852		7 667 310 852	7 163 101 239	7 163 101 239
40 MINISTERE DES TRANSPORTS	88 003 482 067	90 607 331 513	89 328 943 473	89 328 932 473		89 328 932 473	19 732 687 902	19 732 687 902
42 MINISTERE DE LA FEMME, DE LA PROTECTION DE L'ENFANT ET DE LA SOLIDARITE	38 362 325 789	40 254 102 870	34 429 052 705	34 424 025 615		34 424 025 615	30 557 382 577	30 557 382 577
47 COUR SUPREME	8 152 693 820	7 779 514 590	7 651 485 643	7 651 485 643		7 651 485 643	7 651 065 164	7 651 065 164
48 MINISTERE DE L'ECONOMIE NUMERIQUE ET DE LA POSTE	399 688 584	159 807 569	159 807 569	159 807 569		159 807 569	127 105 828	127 105 828
49 MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA JEUNESSE, DE L'EMPLOI DES JEUNES ET SERVICE CIVIQUE	22 543 943 450	24 866 501 334	24 759 785 954	24 759 785 954		24 759 785 954	19 269 165 217	19 269 165 217
51 MINISTERE DES RESSOURCES ANIMALES ET HALIEUTIQUES	11 457 742 638	13 329 694 369	9 592 783 486	9 592 783 486		9 592 783 486	8 342 248 987	8 342 248 987
60 MINISTERE DE L'INTÉGRATION AFRICAINE ET DES IVOIRIENS DE L'EXTERIEUR	7 576 383 819	7 533 618 855	2 317 656 048	2 317 656 048		2 317 656 048	2 041 099 106	2 041 099 106
68 PARQUET GENERAL	1 246 007 470	1 215 979 230	1 215 979 230	1 215 979 230		1 215 979 230	1 215 979 230	1 215 979 230
72 MINISTERE DE LA SALUBRITE, DE L'ENVIRONNEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE	51 293 255 395	56 248 496 464	21 561 437 925	21 561 437 925		21 561 437 925	17 445 957 247	17 445 957 247
74 MINISTERE DE L'EMPLOI ET DE LA PROTECTION SOCIALE	28 243 519 764	26 960 159 889	26 152 861 346	26 152 861 346		26 152 861 346	21 189 494 167	21 189 494 167
TOTAL DEPENSES BUDGETAIRES	5 813 332 029 614	6 457 821 111 430	5 370 259 747 874	5 369 557 668 456	114 405 600 000	5 483 963 268 456	4 595 698 738 474	4 710 104 338 474

dont
Remboursement de crédits de TVA

96 900 000 000 96 900 000 000

0

(*) Les paiements correspondent aux mandats mis en règlement au Trésor et les opérations de trésorerie effectuées en dehors du SIGFIP

ANNEXE 6 : ETAT D'EXECUTION DES DEPENSES SOCIALES A FIN DECEMBRE 2016

(en millions de FCFA)

Nature de dépenses	2015	2016	
	Réalisation	Budget	Réalisation Décembre
DEPENSES EDUCATION	926 837,3	1 109 807,1	1 118 554,3
Courantes	839 991,7	934 239,0	925 288,7
Administration Centrale	665 426,4	733 656,4	725 924,4
Personnel	649 977,4	711 426,4	708 776,9
Abonnement	3 949,4	8 585,0	6 056,4
Autres Administrations Centrales	11 499,6	13 645,0	11 091,1
Structures éducatives (hors personnel)	174 565,3	200 582,5	199 364,3
Subventions aux écoles privées	92 672,4	107 585,8	101 808,5
Kits Scolaires	5 487,2	10 000,0	15 054,1
Bourses	23 668,3	21 669,5	21 850,3
Transferts aux Etablissements Publics Nationaux	23 726,2	25 135,6	25 443,1
Ecoles publiques	29 011,2	36 191,7	35 208,4
Avances non encore régularisées			
Investissement	86 845,6	175 568,2	193 265,6
Administration	0,0	0,0	0,0
Construction et équipements (y compris kits pédagogiques et cantines scolaire)	86 845,6	175 568,2	193 265,6
dont prêts extérieurs	6 047,5	15 164,6	755,4
DEPENSES SANTE	252 398,6	328 715,4	305 934,2
Courantes	184 597,3	213 309,7	200 311,5
Administration Centrale	147 020,4	175 833,2	169 693,8
Personnel	121 564,1	139 423,6	136 332,2
Abonnement	3 707,0	7 010,2	4 315,0
Autres Administrations Centrales	21 749,3	29 399,3	29 046,5
Structures sanitaires (hors personnel)	37 576,9	37 476,6	30 617,7
Niveau primaire et secondaire	7 864,9	11 718,9	9 102,9
Niveau tertiaire	9 071,6	9 697,7	7 598,3
Niveau quaternaire	20 239,7	14 773,2	13 114,8
Autres	400,7	1 286,8	801,7
Avances non encore régularisées			
Investissement	67 801,3	115 405,6	105 622,7
Administration	471,5	1 548,3	1 115,9
Construction et équipements	67 329,8	113 857,3	104 506,8
dont prêts extérieurs	19 284,0	45 918,3	58 519,3
TOTAL	1 179 235,8	1 438 522,5	1 424 488,5

NB: Il s'agit dans ce tableau uniquement des dépenses des ministères de la santé et de la lutte contre le SIDA et de tous les ministères du domaine Education-Formation (Enseignement supérieur et recherche, Education nationale et enseignement technique et Formation professionnelle). Cette configuration de l'annexe 6 a été définie conjointement avec les partenaires (FMI, Banque mondial) depuis les gestions budgétaires 2004-2005.

ANNEXE 7 : ETAT D'EXECUTION DES DEPENSES PRO-PAUVRES A FIN DECEMBRE 2016

(toutes sources de financement confondues)

(En Francs CFA)

DOMAINES	2015	2016	
	Réalisation	Budget	Exécution à fin décembre
01 Agriculture et développement rural	111 157 837 633	96 186 704 508	123 972 400 033
01.0 Administration générale	47 652 176 330	49 353 735 500	58 633 530 748
01.1 Programme de développement et de promotion de l'agriculture	23 981 774 265	14 923 986 317	24 456 107 594
01.2 Formation et encadrement	19 436 590 683	11 988 356 391	10 178 135 391
01.3 Aménagement hydro-agricole	9 189 822 550	6 020 626 300	17 134 626 300
01.4 Autres investissements en milieu rural (FRAR,FIMR)	10 897 473 805	13 900 000 000	13 570 000 000
02 Ressources Halieutiques et Production Animale	9 801 338 621	9 576 542 638	9 114 461 161
02.0 Administration générale / formation et encadrement	6 628 091 355	5 057 879 669	5 606 411 126
02.1 Appui à l'élevage et à la production laitière	2 683 492 610	1 904 712 969	2 325 824 054
02.2 Pêche et aquaculture	489 754 656	2 613 950 000	1 182 225 981
03 Education	991 618 543 157	1 190 927 291 146	1 179 287 964 390
03.0 Administration générale	26 220 760 156	37 034 447 321	32 770 125 898
03.1 Education préscolaire et enseignement primaire	399 713 539 373	520 137 329 671	531 080 794 039
03.2 Alphabétisation	345 804 014	619 014 915	573 113 492
03.3 Secondaire général, technique et professionnel	320 885 672 695	369 635 511 146	359 944 222 244
03.4 Enseignement supérieur et recherche scientifique	197 952 766 919	220 000 988 093	211 419 708 717
03.5 Programme Présidentiel d'urgence / Volet Education	46 500 000 000	43 500 000 000	43 500 000 000
04 Santé	279 499 757 527	351 866 819 806	330 439 726 736
04.00 Administration générale santé	133 395 930 970	161 615 775 161	157 012 333 166
04.01 Système de santé primaire	62 301 953 930	74 021 296 825	59 538 982 312
04.02 Soins de santé préventive (programme élargie de vaccination)	2 874 340 018	2 857 198 977	3 975 526 103
04.03 Programme de lutte contre les pathologies et les endemies	5 302 477 154	38 739 798 499	38 469 417 532
04.04 Santé infantile, maternelle et nutrition	10 725 437 243	2 368 622 337	1 413 136 863
04.05 VIH/SIDA	1 794 988 867	4 245 552 504	3 169 197 957
04.06 CHU et Institutions médico-spécialisés	43 104 629 345	48 018 575 503	46 861 132 803
04.07 Programme Présidentiel d'urgence / Volet Santé	20 000 000 000	20 000 000 000	20 000 000 000
05 Eau et Assainissement	74 819 315 150	89 118 240 447	58 635 218 152
05.1 Accès à l'eau potable et assainissement	32 492 082 927	38 842 770 161	21 574 670 136
05.2 Protection de l'environnement et lutte contre la pollution	15 327 232 223	20 275 470 286	7 060 548 016
05.4 Programme Présidentiel d'urgence / Volet Salubrité et Assainissement	13 500 000 000	13 500 000 000	13 500 000 000
05.5 Programme Présidentiel d'urgence / Volet Eau Potable	13 500 000 000	16 500 000 000	16 500 000 000
06 Energie	53 554 713 180	38 371 373 356	45 458 414 778
06.1 Accès à l'électricité	40 054 713 180	24 871 373 356	31 958 414 778
06.2 Programme Présidentiel d'urgence / Volet Electricité	13 500 000 000	13 500 000 000	13 500 000 000
07 Routes et ouvrages d'art	155 613 116 966	120 699 921 204	153 833 087 949
07.1 Entretiens pistes rurales	7 289 158 562	6 944 377 764	20 063 038 412
07.2 Constructions d'ouvrages d'art	12 087 272 054	20 752 028 910	8 187 146 456
07.3 Autres travaux routiers	107 992 686 350	68 003 514 530	100 582 903 081
07.4 Programme Présidentiel d'urgence / Volet Entretien et Aménagement	28 244 000 000	25 000 000 000	25 000 000 000
08 Affaires Sociales	28 782 683 711	24 124 762 874	38 399 517 634
08.0 Administration générale	23 147 629 038	17 817 353 841	31 248 954 465
08.1 Formations destinées aux femmes	507 532 657	509 904 537	1 575 627 583
08.2 Orphelinats, pouponnières et centres sociaux	2 876 309 952	3 107 994 566	3 111 681 076
08.3 Formation au personnel d'appui	1 928 240 216	1 793 558 930	1 779 495 361
08.4 Prise en charge des indigents, des victimes de guerre et de catastrophes	322 971 848	895 951 000	683 759 149
09 Décentralisation (hors éducation, santé et agriculture)	47 962 927 527	61 237 018 023	55 136 899 814
09.1 Décentralisation	47 962 927 527	61 237 018 023	55 136 899 814
10 Reconstructions et réhabilitations	14 227 787 001	5 150 000 000	11 279 407 992
10.1 Reconstruction et réhabilitation	145 816 389	150 000 000	
10.2 Habitat et logement sociaux	14 081 970 612	5 000 000 000	11 279 407 992
11 Autres domaines de lutte contre la pauvreté	3 140 850 791	11 218 455 738	9 230 100 598
11.1 Promotion et insertion des jeunes	1 183 488 084	8 707 687 569	6 639 498 563
11.2 Appui et suivi DSRP	127 199 881	473 500 000	73 239 211
11.3 Développement du tourisme et de l'artisanat	1 830 162 826	2 037 268 169	2 517 362 824
TOTAL	1 770 178 871 264	1 998 477 129 740	2 014 787 199 237

Source: SIGFiP-DGBF

Annexe 8 : Gestion des délais de traitement des dossiers dans le SIGFiP à fin décembre 2016.

A fin décembre 2016, les délais moyens des actions relevant des principaux acteurs du circuit de la dépense publique (Ordonnateur, Contrôleur Financier, Comptable), ont été pour la plupart conformes aux normes. En effet, la durée de traitement des dossiers par rapport aux autres trimestres de l'année 2016 surtout à l'engagement a été réduite.

Les efforts devront se poursuivre pour réduire davantage le temps mis par les dossiers au niveau de chaque acteur.

Le tableau suivant montre pour chaque acteur de la dépense publique, la durée moyenne de traitement des dossiers à fin septembre 2016.

Acteurs	Engagement		Ordonnancement		Prise en Charge	
	Durée moyenne	Normes	Durée moyenne	Normes	Durée moyenne	Normes
Ordonnateur	3 jours		6 jours			
Contrôleur financier	6 jours	8 jours	9 jours	8 jours		
Comptable					5 jours	5 jours

Source : DGBF